

Rudolf Rocker

**Les Soviets
trahis par les
bolcheviks**

(1921)

Sommaire

Rudolf Rocker, par Jean Barrué

Chapitre I. — La faillite du communisme d'État russe

La calomnie, arme de la bourgeoisie, — Il faut prendre position — L'atmosphère étouffante du despotisme — La faillite du socialisme d'État.

Chapitre II. — Un faux argument historique

L'exemple de la Révolution française — LÉNINE et le système des conseils

Chapitre III. — L'activité « contre-révolutionnaire » des anarchistes russes

Une manœuvre de Boukharine — Les anarchistes à la pointe du combat — Massacres commis par les bolcheviks. Position des anarchistes.

Chapitre IV. — Nestor MAKHNO et les bolcheviks

Contre Wrangel le gouvernement traite avec MAKHNO — Nouvelles trahisons et calomnies des bolcheviks.

Chapitre V. — L'insurrection de Cronstadt

Une résolution unanime de Cronstadt — Les étapes de la révolution — « Appel au prolétariat du monde entier ».

Chapitre VI. — Origine et signification de l'idée de conseils

La Ire Internationale et l'idée de dictature — Les conceptions opposés de MARX-ENGELS et de BAKOUNINE.

Chapitre VII. — L'idée de dictature, héritage de la bourgeoisie

Les leçons de la Révolution française — Conquête ou destruction de l'État.

Chapitre VIII. — De la nature de l'État

La commissariocratie, nouvelle classe — Comment naquit l'État moderne.

Chapitre IX. — De l'essence de la révolution populaire : liberté et socialisme

Révolution bourgeoise ou révolution des masses — Les aspirations profondes des masses — La discipline et les révoltes ouvrières, — Les bolcheviks contre l'initiative de la base — Le retour des propriétaires capitalistes.

Chapitre X. — La IIIe Internationale, organe de la politique d'État bolchevique

Quand s'ouvrent les yeux — Le rôle de la IIIe Internationale.

Chapitre XI. — L'influence du bolchevisme sur le mouvement ouvrier international

Les conditions de l'unité du mouvement ouvrier — Noyautage ou compétition loyale.

Chapitre XII. — La malédiction du centralisme

Unité des forces, indépendance de la pensée et de l'action — « Qui détient le pouvoir en abuse ».

Rudolf Rocker¹

On ignore à peu près tout, en France, du mouvement anarchiste de langue allemande entre 1880 et 1933. Aucun effort n'a été fait pour traduire et diffuser les écrits de MOST, ROCKER, LANDAUER, RAMUS — pour ne citer que quelques noms ! Indifférence ou paresse ? Je ne sais, mais la comparaison avec l'immense travail fourni par nos camarades espagnols ne tourne pas à l'honneur du mouvement libertaire français. Cependant, les éditions Spartacus ont récemment publié un texte fondamental d'Arthur LEHNING : Anarchisme et marxisme dans la révolution russe² (écrit en 1929) et elles présentent aujourd'hui aux lecteurs la *Faillite du communisme d'État russe*,³ de Rudolf ROCKER. Cet écrit, paru en 1921, « constitue la première critique globale des principes du bolchevisme publiée en langue allemande du côté anarchiste » (A. LEHNING). Le traducteur est notre camarade Pierre GALLISSAIRES à qui nous devons une nouvelle et excellente traduction de *l'Unique et sa Propriété*, parue à Lausanne, aux éditions de l'Âge d'homme.

Rudolf ROCKER naquit à Mayence le 25 mars 1873. Ses parents étaient pauvres et il les perdit alors qu'il n'avait pas dix ans. Il fut élevé dans un orphelinat et son enfance fut malheureuse. À quatorze ans il partit travailler en qualité d'apprenti relieur et, dès quinze ans, il découvre les idées sociales et prend une part active au mouvement ouvrier allemand. Il fut initié à l'anarchisme par les écrits de Johann MOST (1846- 1906). L'anarchiste exilé allemand MOST avait fondé à Londres la revue *Freiheit* en 1879. Condamné à seize mois de prison à la suite d'un article sur l'exécution du tsar ALEXANDRE II, MOST, à l'expiration de sa peine, émigra à New York (décembre 1882) et continua là-bas la publication de *Freiheit*. Les articles de MOST firent une grosse impression sur le jeune ROCKER et, bien plus tard, en 1921, il devait préfacier une brochure de MOST, réédité à Berlin, et qui avait paru à New York en décembre 1889 : *Der kommunistische Anarchismus*.

Malgré la répression féroce qui frappait alors en Allemagne toute propagande subversive, le jeune ROCKER introduisit clandestinement et diffusa de nombreuses brochures anarchistes. Selon la vieille coutume de la Wanderschaft, une fois son apprentissage terminé, il fit son tour d'Allemagne, profitant de ses pérégrinations pour semer un peu partout les idées anarchistes. C'est ainsi qu'en 1891 il assista à Bruxelles à une grande réunion anarchiste et se lia d'amitié avec le militant antimilitariste hollandais Domela NIEUWENHUIS. En 1892, il est expulsé d'Allemagne pour « propagande écrite » : il vient à Paris où, dit-il, « je connus mieux les idées libertaires et spécialement celles de d'Élisée RECLUS qui me firent grosse impression ».

C'est l'époque de la grande chasse aux anarchistes en France. ROCKER est expulsé et se rend à Londres, milite dans le mouvement allemand émigré et fait la connaissance de KROPOTKINE, MALATESTA, Louise MICHEL. À partir de 1893, son activité s'exerce au sein du mouvement israélite londonien de tendance libertaire et il devient l'éditeur de l'hebdomadaire rédigé en yiddish, *Frei arbeiter Stimme* (La Voix du travailleur libre). Ce journal, qui n'a jamais cessé sa parution, fut transféré à New York et est certainement, à

1 Cette préface fut rédigée à l'occasion de la première édition des *Soviets trahis par les bolcheviks*, Paris Spartacus, 1973. De Rudolf Rocker, on trouvera également aux éditions Spartacus, *Anarchisme et organisation*, Paris, Spartacus, 1985.

2 LEHNING Arthur, *Anarchisme et marxisme dans la Révolution russe*, Paris, Spartacus. 1984.

3 Titre original de l'édition allemande. (N.D.E.)

l'heure actuelle, le doyen de la presse anarchiste mondiale. ROCKER dirigea aussi la revue juive *Germinale* et consacra vingt ans de sa vie à cette tâche. Il fit aussi quelques voyages aux États-Unis et au Canada, prononçant des conférences en anglais qui connurent un vif succès.

Il participa, en 1907, avec MALATESTA et SCHAPIRO, au congrès anarchiste d'Amsterdam. Son opposition à la guerre de 14-18 lui valut d'être arrêté par les autorités anglaises et il fut interné dans un camp de concentration jusqu'à la fin de la guerre. En mars 1918, il fut expulsé vers l'Allemagne... où, très rapidement, les autorités allemandes l'expulsèrent à leur tour. Il vécut alors à Amsterdam jusqu'au début de la révolution allemande et rentra alors à Berlin. Sous la dictature de NOSKE, il fut interné dans un autre camp de concentration. Une fois libéré, il participa au regroupement des anarcho-syndicalistes allemands : au congrès des 27-30 décembre 1919, il fait adopter « La déclaration des principes du syndicalisme » qui repoussait l'État et l'étatisme et rejoignait les conceptions de la fédération espagnole. Le congrès de 1919 groupait les représentants de 100.000 ouvriers allemands et allait être l'origine de la future Association internationale des travailleurs (A.I.T.).

Le nazisme et la guerre conduisirent ROCKER aux États-Unis. En 1956, il perdit sa compagne Milly WITKOP, militante anarchiste d'origine israélite. Il mourut en 1958 dans la banlieue de Compond (États-Unis) au sein d'une vieille communauté fondée par des compagnons anarchistes individualistes.

Propagandiste par l'action, ROCKER le fut aussi par l'écrit. Il a écrit une cinquantaine de brochures et ses articles, épars dans la presse anarchiste internationale, rempliraient plusieurs volumes. Mais il nous laisse aussi des œuvres qui dépassent la simple actualité. Deux biographies : *Johann Most, la vie d'un rebelle* et *Max Nettlau, l'Hérodote de l'anarchisme*. Et surtout *Nationalisme et culture* et *Régression et révolution*. Il serait souhaitable que ces deux derniers ouvrages soient connus du public français.

Jean BARRUÉ

CHAPITRE I

La faillite du communisme d'État russe

La Russie présente depuis quelques mois les signes d'une crise intérieure, dont les inévitables conséquences pourraient avoir une importance sans doute plus décisive pour son proche avenir que toutes les secousses qui l'ont ébranlée jusqu'ici au cours de la révolution. Les compromis économiques du gouvernement russe avec le capitalisme étranger, la révolte de Cronstadt, la déclaration de guerre ouverte aux anarchistes et aux syndicalistes faite par LÉNINE au Xe Congrès du parti communiste, la féroce persécution de tous les partis et tendances socialistes non bolcheviques et, *last but not least*, l'indéniable processus de décomposition à l'intérieur du parti communiste lui-même sont autant de phénomènes dont on ne peut méconnaître l'importance ni mesurer aujourd'hui les effets sur le mouvement ouvrier international. C'est précisément l'extraordinaire importance de la crise actuelle pour l'ensemble du mouvement socialiste qui nous pousse à prendre publiquement position.

Dans le cas présent, ce n'est pas tant la critique en elle-même que les manifestations qui l'accompagnent et les circonstances dans lesquelles elle est faite qui rendent terriblement difficile une prise de position claire et sans équivoque sur la question. Il ne s'agit en effet pas seulement d'oppositions théoriques déterminées et de conceptions différentes des phases probables du développement social, mais encore de problèmes d'une importance historique mondiale, dont la solution dans l'un ou l'autre sens exerce une influence puissante sur l'avenir de l'Europe et de l'ensemble du monde civilisé. Aussi, tout socialiste et révolutionnaire sincère devrait-il aborder ces problèmes avec d'autant plus de prudence et de maîtrise de soi, éliminer toutes les questions de nature personnelle de son horizon et s'efforcer de rechercher le point central et l'origine profonde de tous les phénomènes en question. Mais, même dans ce cas, un jugement n'aura toujours qu'une signification relative, étant sujet à maintes opinions erronées, principalement sur les points d'importance secondaire ; du moins aura-t-on la satisfaction personnelle de s'être gardé de ces impulsions aveugles dues à des humeurs passagères qui furent jusqu'à présent un obstacle insurmontable à tout vrai jugement.

Dans la grande bataille pour ou contre Moscou, qui a maintenant commencé dans tout le mouvement ouvrier, on ne trouve à vrai dire pour le moment guère d'exemples d'une telle manière de traiter le problème. Il semble que l'on veuille au contraire empêcher tout approfondissement de la question par de frénétiques déformations des faits et un culte borné des grands mots. Une haine aveugle, une imbécile phraséologie jouent toujours le rôle plus éminent dans un combat qui est d'une importance vitale pour le développement du mouvement socialiste. Mais, il faut le dire dès maintenant, la responsabilité de cet état désolant incombe presque entièrement aux hommes de Moscou et aux partis communistes qui suivent leurs directives. Nous ne voulons pas parler des débordements personnels de quelques-uns, qui se laissent emporter par leur tempérament ou la passion politique, mais d'une méthode froidement appliquée, qui ne recule devant aucune bassesse, aucune diffamation personnelle, lorsqu'il s'agit d'atteindre un but donné ou de se débarrasser d'un adversaire gênant. Un coup d'œil sur la presse des différents partis communistes, en particulier en Allemagne, suffit pour s'assurer que notre affirmation n'est, hélas, que trop bien fondée. Qui n'est pas aveuglément d'accord avec « les diktats » et les idées des

hommes au pouvoir à Moscou et de leurs petits suiveurs à l'étranger, se voit irrémédiablement étiqueté « contre-révolutionnaire » et flétri comme traître au mouvement ouvrier. Toute la polémique de ces gens vise pour ainsi dire à l'empoisonnement moral des puits. Il est cependant remarquable que ceux-là mêmes qui s'efforcent de discréditer comme « petite-bourgeoise » et au service de la bourgeoisie toute tendance du mouvement ouvrier qui leur déplâit aient emprunté à la même bourgeoisie cette arme tristement connue de la suspicion systématique des adversaires politiques.

La calomnie, arme de la bourgeoisie⁴

Lorsque ROBESPIERRE et SAINT JUST préparaient la condamnation des hébertistes, la presse jacobine commença à accuser ces derniers d'être des « agents de PITT ». Depuis lors, ce jeu criminel ne cesse d'être joué et la dernière guerre nous a amplement fourni en exemples du procédé. Quiconque osait, en Angleterre, en France ou ailleurs, dire un mot de protestation contre la grande boucherie des peuples était traité d'agent allemand par la meurtrière presse patriotique, tandis qu'en Allemagne même, tout opposant à la guerre était évidemment un « espion anglais ». Or cette misérable méthode, dont l'utilisation était restée jusqu'à présent l'apanage douteux du plus bas terrorisme journalistique bourgeois, est aujourd'hui l'arme préférée de la presse du parti communiste russe et de ses tristes succursales à l'étranger.

Maria SPIRIDONOVA⁵ et les maximalistes : des contre-révolutionnaires ! les anarchistes : des contre-révolutionnaires ! les syndicalistes : des contre-révolutionnaires ! MAKHNO : un contre-révolutionnaire ! les insurgés de Cronstadt : des contre-révolutionnaires ! Et qui ne le croit pas ne peut naturellement qu'être un contre-révolutionnaire !

Les circonstances particulières du développement de la révolution russe ont permis aux partisans du « communisme » moderne de mettre cette tactique jésuitique en pratique aussi longtemps et avec autant de succès. L'explosion de la révolution russe fut en effet le premier signe flamboyant du réveil de l'humanité dans l'horrible monotonie de la tuerie qui avait transformé l'Europe en un immense abattoir. Le monde entier se prit à respirer de nouveau : le maléfice était rompu ! L'effrayante hypnose de la folie meurtrière, qui avait entraîné depuis des années l'humanité dans une ronde insensée de sang et de ruines, avait perdu sa force — on sentait venir sa fin. De même qu'autrefois la guerre d'indépendance des colons américains avait donné une puissante impulsion à l'idée révolutionnaire dans l'ancienne France, la Révolution russe agissait maintenant sur l'évolution politique en Allemagne et en Autriche, précipitant l'écroulement des puissances centrales. La révolution avait délivré le monde de la malédiction de la guerre, ce qui explique l'immense enthousiasme qu'elle souleva dans la classe ouvrière tout entière et même dans des milieux d'habitude tout à fait étrangers à la cause

4 Les intertitres sont du traducteur.

5 Maria SPIRIDONOVA (1884-1941). Elle s'engage contre le régime tsariste. Condamnée à 11 ans de bagnage pour avoir tiré sur le général LOUJENOVSKI. Libérée en 1917. Une des personnalités les plus en vue de la gauche socialiste-révolutionnaire. Elle soutient la coalition avec les bolcheviks puis passe à l'opposition. Arrêtée en 1919. Déportée à Tachkent, elle serait morte dans un camp du Goulag en 1941.

révolutionnaire. On y voyait le début d'une ère nouvelle en Europe et au sein des masses prolétariennes se levait un puissant désir de libération de l'esclavage salarié, surtout après la chute de KERENSKI et la prise du pouvoir par les bolcheviks.

Dans les pays latins, cette sympathie sans mélange pour la Révolution russe avait une autre raison particulière. Là où les traditions du vieux mouvement bakouniniste sont encore vivantes dans les masses ouvrières, on n'était que trop porté à confondre le bolchevisme avec les idées de Bakounine et ses tentatives de réalisation.

Lorsque, par la suite, les puissances impérialistes de l'Entente mobilisèrent contre la Russie et y déchaînèrent la contre-révolution, lorsque les hordes de KOLTCHAK, DENIKINE et WRANGEL menacèrent l'existence de la république soviétique, la sympathie de tout vrai révolutionnaire, de quelque tendance qu'il se réclame, alla sans partage à la Russie soviétique. Et tous ceux qui sont un tant soit peu au courant des choses savent que beaucoup d'entre eux, bien qu'ils fussent fondamentalement opposés aux théories bolcheviques, n'en restèrent cependant pas à une sympathie platonique. Telle fut en particulier l'attitude de nos camarades anarchistes, aussi bien en Russie même que dans tous les autres pays. Des hommes comme KROPOTKINE, MALATESTA, BERTONI, Domela NIEUWENHUIS, Sébastien FAURE et bien d'autres, qui s'étaient dès le début expressément opposés au bolchevisme, se placèrent sans hésiter un instant aux côtés de la Russie révolutionnaire, non pas parce qu'ils étaient d'accord avec les principes et directives bolcheviques, mais simplement parce qu'ils étaient des révolutionnaires et, comme tels, les ennemis de toute tentative contre-révolutionnaire.

La presse anarchiste et syndicaliste s'efforça particulièrement d'observer une grande retenue dans sa critique des idées bolcheviques, pour ne pas apporter d'eau aux moulins de la contre-révolution. Bien des nouvelles qui nous parvenaient, bien des mesures du gouvernement soviétique que nous pensions devoir être fatales au développement de la révolution, furent passées sous silence, car l'on se disait que ce n'était pas le moment de critiquer. Chacun ressentait toute la force des énormes difficultés qui s'amassaient en Russie et menaçaient le cours des événements révolutionnaires. Aussi se disait-on qu'il est plus facile de formuler des critiques que d'améliorer les choses et c'est ce sentiment instinctif de responsabilité qui fit que beaucoup d'entre nous se turent à une époque où la Russie, saignant de mille blessures, devait se battre pour son destin. Mais ce fut justement cette position difficile, où l'irrésistible pression des circonstances poussa toutes les tendances non bolcheviques du mouvement socialiste en général, qui donna aux partisans sans scrupules du bolchevisme la possibilité de diffamer comme contre-révolutionnaires tous ceux qui suivaient une autre voie et ne voulaient pas se plier à leur diktat.

Il faut prendre position

Les temps ont depuis bien changé. La Russie elle-même est arrivée à un tournant de son évolution interne, qui pourrait être décisif pour son proche avenir. Les fameux 21 points⁶ de LÉNINE et la tentative de la « IIIe Internationale » d'attirer l'ensemble du mouvement ouvrier dans le sillage du communisme d'État nous forcent à prendre publiquement

⁶ Voulant conjurer l'échec de la IIe Internationale qui ne put empêcher la guerre, la Troisième Internationale posa, en mars 1919, vingt et une conditions aux partis politiques souhaitant adhérer à son organisation. (N. D. E.)

position.

Ceux qui croyaient que les dirigeants russes étaient obligés par la fatalité de la guerre de prendre des mesures auxquelles ils répugnaient en leur for intérieur, et qu'avec la fin des hostilités l'état de guerre dans la vie politique russe verrait aussi venir son terme, ont été amèrement déçus. L'état des choses ne s'est pas amélioré, il est devenu tout simplement insupportable. Une terrible réaction domine aujourd'hui le pays, y étouffant toute vie spirituelle.

Au cours des derniers mois, nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec des douzaines d'hommes et de femmes qui avaient pris part aux congrès de la IIe Internationale et de l'Internationale des syndicats rouges à Moscou et qui nous ont rapporté ce qu'ils avaient vécu et appris. Parmi eux se trouvaient des partisans des tendances socialistes les plus diverses et des citoyens de huit nations différentes, mais quel changement d'hier à aujourd'hui !

Autrefois, la plupart de ceux qui revenaient de Russie n'étaient que louanges sur tout ce qu'ils avaient vu. Tout était comme il faut, chaque limitation de liberté justifiée par l'absolue nécessité dans la situation critique du pays et le moindre début de doute signifiait une haute trahison de la cause révolutionnaire. Cela dit, quatre-vingt-dix pour cent de nos rouges pèlerins, partis pour La Mecque moderne puiser la sagesse révolutionnaire à sa source, n'avaient absolument rien appris sur l'état véritable de la Russie. La plupart ne connaissaient pas le russe et logeaient à l'Hôtel Lux, à Moscou, ou dans quelque autre logement convenable. Une troupe d'employés zélés — pour la plupart agents de la Tcheka — s'occupaient amplement du bien-être physique et intellectuel de leurs hôtes et les renseignaient sur tous les détails du merveilleux monde communiste. Sous leur conduite, ils visitaient ainsi usines, écoles, théâtres, etc., et faisaient dans de confortables wagons de chemin de fer, ou même en auto, des excursions dans le pays — toujours sous les yeux vigilants des agents soviétiques, attentifs à ce que rien ne vienne troubler le programme prévu. On leur montrait des villages à la Potemkine et ils s'en émerveillaient ; quant à l'état réel des campagnes, fort peu d'entre eux en voyaient quelque chose. La plupart ne soupçonnaient même pas qu'ils étaient victimes d'un mauvais charme de théâtre. En outre, le ministère des Finances se montrait très prévenant pour hôtes et délégués, ce qui ne contribuait naturellement pas peu à faire monter chez plusieurs de quelques degrés encore l'enthousiasme dû. Ainsi le monde est-il depuis quelques années inondé d'un flot d'articles de journaux, de brochures et de livres écrits par des gens qui, après avoir passé six ou huit semaines en Russie, se sont sentis obligés de communiquer leurs « expériences » à leurs contemporains étonnés. Nul autre que Bill HAYWOOD⁷ vient de nous en donner un exemple typique en remplissant, deux jours à peine après son arrivée à Moscou, les colonnes du journal londonien *Daily Herald* d'un véritable hymne à la louange de la Russie soviétique. Lorsqu'un homme comme HAYWOOD ne recule pas devant une aussi niaise escroquerie, n'ayant apparemment même pas compris le caractère répréhensible d'une telle manière d'agir, que peut-on bien attendre d'esprits subalternes de troisième ou quatrième qualité ?

7 Bill Haywood, (1869-1928). Fondé aux États-Unis, en 1893, la fédération des mineurs de l'Ouest. Adhère en 1901 au parti socialiste américain. Il fut l'un des principaux fondateurs et animateurs du syndicat Industrial Workers of the World. En 1917, il soutient la Révolution russe. Il gagne la Russie en 1920 où il est associé au travail de l'I.C. Pour plus de renseignements, voir Larry PORTIS, *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Paris, Spartacus, 1985. (N.D.E.)

Mais, comme nous le disions, un grand changement est intervenu en ce domaine et l'on sent qu'un profond dégrisement se fait jour. Parmi les douzaines de camarades socialistes des tendances les plus diverses évoqués plus haut, revenus de Russie ces dernières semaines, nous n'en avons plus trouvé un seul pour prononcer un jugement empreint de la même naïveté qu'autrefois. Tous, sans exception, étaient très inquiets et la plupart, amèrement déçus par ce qu'ils avaient vu, donnaient libre cours à leurs sentiments. Nous avons vu des hommes, partis enthousiastes, voire fanatiques partisans du bolchevisme, rentrer totalement brisés et ayant perdu tout espoir. Parmi eux, un camarade espagnol qui, quelques mois auparavant, avait encore accusé publiquement les syndicalistes allemands de mentalité contre-révolutionnaire pour avoir communiqué au monde l'appel au secours désespéré des anarcho-syndicalistes russes et exigé des dirigeants russes la libération des révolutionnaires emprisonnés.

L'atmosphère étouffante du despotisme

Ce ne furent nullement les terribles conditions économiques existant en Russie qui amenèrent ces hommes et ces femmes à réviser leur opinion, mais avant tout l'atmosphère étouffante de l'insupportable despotisme qui y pèse aujourd'hui comme un épais nuage et auquel il a été réservé de pousser à leur limite les pires excès du tsarisme. L'impitoyable répression de toute pensée libre, l'absence de toute garantie de liberté personnelle, ne serait-ce qu'à l'intérieur de certaines limites comme c'est le cas même dans les pays capitalistes, la suppression de tous les droits donnant aux travailleurs la simple possibilité de faire connaître leurs idées et leurs sentiments — tels que la liberté de réunion, le droit de grève, etc. — l'effroyable développement d'un système de police et d'espionnage qui dépasse tout ce qui a pu exister dans ce sombre domaine, la pétaudière des commissaires et l'aveugle routine de toute une hiérarchie de fonctionnaires sans esprit, qui a depuis longtemps étouffé tout mouvement d'autonomie et de vie dans les masses — tout cela, parmi de nombreux autres faits que l'on ne peut plus dissimuler aujourd'hui avec la même habileté qu'autrefois, a ouvert bien des yeux qui semblaient avoir succombé sans espoir à l'hypnose générale.

Mais d'autres phénomènes troublants se manifestent aujourd'hui, que beaucoup, revenus il y a seulement quelques mois, auraient alors estimés impossibles. Des gens qui, il n'y a pas longtemps, déclaraient traître à la classe ouvrière et contre-révolutionnaire quiconque osait émettre la moindre critique au sujet des méthodes et manière d'agir des dictateurs moscovites, sont aujourd'hui devenus leurs furieux adversaires. Le parti communiste ouvrier allemand (KAPD) en offre un exemple classique, lui dont les chefs aux regards avides de roubles guignaient Moscou, essayant de s'attirer la bienveillance et les bonnes grâces de la centrale russe par une phraséologie « révolutionnaire » aux limites du ramollissement cérébral. Il y a trois mois à peine, ces lilliputiens de l'esprit, qui ne se plaisent que dans des poses de héros de tragédie et ont de terribles colères lorsque d'aucuns ne prennent pas leur sottise au sérieux, rampaient à la lettre aux pieds de la IIIe Internationale et se séparaient de leurs têtes les plus capables pour profiter de la manne de roubles ; or les voici maintenant qui rivalisent formellement dans la diffamation de cette même Internationale et de l'Union soviétique : « LÉNINE ne veut pas la révolution ! La IIIe Internationale est la plus grande escroquerie qui soit ! TROTSKI, ZINOVIEV, RADEK et consorts, des escrocs ! Le gouvernement soviétique devenu simple

représentant du capitalisme ! Le gouvernement bourgeois soviétique, avocat des intérêts de la bourgeoisie internationale ! », tels sont aujourd'hui les titres du journal *l'Ouvrier communiste*. Nous avons bien peur, quant à nous, que d'aussi soudains retournements politiques ne se renouvellent souvent et que les bolcheviks ne doivent encore connaître beaucoup d'amères déconvenues, de la part précisément de leurs partisans les plus fanatiques et les plus servilement dévoués. La dernière prise de position du parti communiste allemand (KPD) et l'affaire LEVI et Camarades sont de mauvais présages, et qui donnent à penser. Ces phénomènes sont inévitables, car un parti qui doit acheter ses propagandistes et ses hommes de confiance en leur versant régulièrement de fortes sommes, loin de se faire ainsi de vrais amis, favorise l'extension autour de lui d'une zone marécageuse de corruption, qui attire irrésistiblement tous les aventuriers politiques et qui lui sera à plus ou moins brève échéance fatale.

Pour l'observateur sérieux, les condamnations actuelles des chefs du KPD ne sont pas plus importantes que les louanges passées de ces messieurs. On doit aussi peu en tenir compte, pour une étude sérieuse des événements russes, que des invectives de la presse bourgeoise, mais elles sont importantes comme symptômes de l'état actuel des choses.

La faillite du socialisme d'État

Ce que nous pouvons observer aujourd'hui en Russie, c'est l'écroulement d'un système, la déclaration de faillite du socialisme d'État dans sa forme la plus rebutante. Le caractère personnel ou, comme certains le prétendent, le manque de caractère des acteurs de ce drame n'y joue qu'un rôle secondaire. Quand LÉNINE lui-même se voit obligé de dire qu'au moins cinquante pour cent des « commissaires » soviétiques ne devraient pas être à la place qu'ils occupent, cela ne prouve pas encore en soi que son système est mauvais. Mais qu'il ne puisse plus se débarrasser des mauvais esprits qu'il a déchaînés et qui lui mangent maintenant la soupe sur la tête, c'est là un phénomène qui a sa racine dans le système et qui ne peut être expliqué que par lui.

LÉNINE, ce grand opportuniste, le sent bien, même s'il n'ose l'avouer ouvertement. Il sait que l'expérience bolchevique a irrémédiablement fait faillite et que rien au monde ne peut faire que ce qui est arrivé ne soit arrivé. C'est pourquoi il appelle le capitalisme international à sa rescousse, tout autre chemin lui étant barré. Lui reprocher d'être soudain devenu modéré, dire que l'on doit chercher dans ce changement d'opinion l'explication de son actuelle politique de compromission est sans aucun fondement, et même simplement absurde. Le gouvernement russe ne passe pas accord avec le capitalisme étranger parce que LÉNINE et d'autres avec lui sont effectivement devenus modérés, mais parce qu'il n'a plus d'autre moyen. Le pas qu'il fait aujourd'hui n'est pas dû à un changement d'idées, mais à l'inflexible nécessité, née de circonstances qu'il a lui-même plus que quiconque contribué à créer.

Certes, il pourrait volontairement partir, cédant la place aux éléments de gauche, mais c'est justement là ce que ne fait pas un gouvernement. C'est en effet une caractéristique essentielle de tout pouvoir, que ceux qui le détiennent cherchent par tous les moyens à conserver le monopole de leur domination. En ce qui concerne l'actuel gouvernement soviétique, il faut encore tout spécialement considérer que son retrait, dans les conditions présentes, aurait obligatoirement de lourdes conséquences personnelles pour ses membres, d'où la nécessité actuelle pour eux d'affirmer leur pouvoir sans aucune

concession. La phrase célèbre de LÉNINE : « Nous sommes prêts à tous les compromis dans le domaine économique, mais à aucun dans le domaine politique », est à ce point de vue très claire et peut difficilement prêter à méprise.

Ainsi s'explique aussi la persécution des anarchistes, syndicalistes, maximalistes, etc., menée ces temps derniers avec une ardeur toute particulière : ne sont-ils pas justement ceux qui pourraient faire obstacle au virage à droite et ne doivent-ils pas, en conséquence, c'est-à-dire en vérité dans l'intérêt de la raison d'État, être écartés d'une manière ou d'une autre ?

Le fait que le gouvernement soviétique n'ait même pas hésité à fermer l'imprimerie du *Golos Truda*⁸ qui s'occupait principalement de l'édition des œuvres de KROPOTKINE, est sans doute la meilleure preuve du cours que les bolcheviks ont fait prendre à leur machine d'État. On se dirige toutes voiles dehors, vers la droite et, afin que le passage se fasse le plus aisément possible et sans de trop graves conflits, l'intérêt de l'actuelle politique gouvernementale exige la mise à l'écart des éléments de gauche.

Il se passe aujourd'hui en Russie des événements semblables à ceux de mars 1794, pendant la Révolution française. Lorsque ROBESPIERRE et la poignée d'hommes, qui avaient alors entre leurs mains les destinées de la France, infléchirent leur politique vers la droite, ils furent forcés d'abattre l'opposition de gauche. Ils envoyèrent à l'échafaud les hommes de la Commune, hébertistes et enragés — c'est-à-dire ceux que le girondin BRISSOT nommait de manière significative les « anarchistes » — tout comme aujourd'hui, en Russie, on emprisonne ou livre au bourreau les vrais défenseurs du système soviétique, les anarchistes, les syndicalistes et les maximalistes. La politique de ROBESPIERRE a conduit la France au 9 Thermidor, puis à la dictature militaire de NAPOLÉON. À quels abîmes la politique de LÉNINE et de ses camarades conduira-t-elle la Russie ?

⁸ *Golos Truda* (La voix du travail). Hebdomadaire anarcho-syndicaliste. Organe officiel de la Fédération des unions d'ouvriers russes aux États-Unis et au Canada. En 1917, ses activités sont transférées à Saint-Pétersbourg. Voline en devient alors le rédacteur en chef jusqu'aux pourparlers de Brest-Litovsk. (N.D.E.)

CHAPITRE II

Un faux argument historique

Nous avons dit plus haut que les conditions historiques particulières dans lesquelles la Révolution russe s'est déroulée jusqu'ici sont venues fort à propos pour les bolcheviks dans leur combat contre leurs adversaires politiques. La situation extrêmement difficile dans laquelle s'est trouvée la République soviétique pendant les premières phases du régime bolchevik, lorsque les hordes de la contre-révolution, soutenues par l'étranger, menaçaient son existence même, a fait que l'on accepta chaque mesure de coercition du gouvernement russe, chaque mesure de répression par la violence de la critique publique comme allant pour ainsi dire de soi et que l'on s'habitua à les justifier moralement en considération des terribles circonstances. Aussi compréhensible qu'une telle conception nous apparaisse, elle n'en comporte pas moins le grand danger de troubler l'esprit critique au point de le supprimer peu à peu tout à fait. C'est, en effet, ainsi que l'observateur perd, sans même en être conscient et insensiblement, tout jugement personnel et tout sens des proportions des événements réels. Une hypothèse faite sous réserves devient finalement à ses yeux un principe inflexible et une nécessité fatale. Ainsi, un grand nombre de nos propres camarades anarchistes — et absolument pas des moins valables — en vinrent-ils à plaider pour les bolcheviks à chacun de leurs actes, parce qu'ils les tenaient pour « historiquement nécessaires ». La plupart de nos camarades, en Russie même, furent victimes de la même hypnose, jusqu'à ce que les cruelles expériences qu'ils firent leur aient enfin ouvert les yeux.

On prit l'habitude d'approuver les yeux fermés tout ce qui venait de Russie et, lorsqu'on n'était pas précisément enthousiasmé par bien des mesures adoptées, on se consolait en disant qu'elles étaient inévitables dans l'intérêt de la révolution. On en vint ainsi à s'accommoder de tout acte despotique du gouvernement et de chaque violation brutale des plus élémentaires droits de l'homme, fussent-ils dirigés contre d'authentiques révolutionnaires, au moins aussi dévoués à la cause du socialisme que les porte-parole de l'État bolchevik.

« Que voulez-vous, nous disait-on, les révolutions ne se font pas avec de l'eau de rose. Au moment où toute la réaction internationale s'est unie pour combattre la révolution, le gouvernement soviétique est tout simplement obligé de prendre de telles mesures... » Et l'on attirait avec une prédilection particulière notre attention sur l'histoire de la grande Révolution française pour nous convaincre, par l'argument de l'expérience historique, de ce que tout grand bouleversement social est lié à des phénomènes semblables à ceux que nous observons aujourd'hui en Russie.

L'exemple de la Révolution française

Malheureusement, c'est justement tout le contraire que nous montre l'expérience historique. La véritable « dictature » de ROBESPIERRE et de ses partisans et, avec elle, la persécution de toutes les tendances vraiment révolutionnaires, ne commença que lorsque la révolution fut finie et que l'État centralisé eut pris sa succession. Même dans la période la plus critique que la France révolutionnaire eut à traverser, on n'osa jamais en venir à

étouffer la presse révolutionnaire des différentes tendances et à ne plus autoriser que les organes officiels du gouvernement. Les plus extrêmes partisans de la dictature n'osèrent pas même rêver de telles mesures. Même à l'époque la plus terrible, lorsque les armées étrangères se trouvaient sur le territoire français et que la contre-révolution relevait en Vendée et dans d'autres régions sa tête menaçante, on ne pensa ni à supprimer la liberté de réunion ni à interdire toute critique des affaires publiques, comme c'est le cas en Russie depuis des années. Certes, les Jacobins s'efforcèrent sans trêve de rassembler toutes les forces révolutionnaires entre les mains d'un gouvernement central fort, mais leurs tentatives n'eurent pas de succès aussi longtemps que la révolution suivit une ligne ascendante. Même des hommes comme Jacques Roux, LECLERC, VARLET, DOLIVIER, CHALIER et bien d'autres éléments ultra-révolutionnaires qui furent toujours les bêtes noires de ROBESPIERRE et de ses partisans, purent poursuivre publiquement leur propagande orale et écrite. Et que l'on n'aille pas croire que la critique publique contre l'Assemblée nationale, puis la Convention, se faisait sur un ton modéré ! Un coup d'œil sur la presse révolutionnaire de l'époque suffit pour se convaincre du contraire.

Cette liberté d'expression des opinions était d'ailleurs le moteur nécessaire au progrès de la révolution et au développement de l'initiative créatrice du peuple. Si la Révolution française fut capable de surmonter tous les obstacles qui s'accumulèrent devant elle et de délivrer le pays — et l'Europe avec lui — de la tyrannie de la monarchie absolue et du joug du servage, ce fut parce que les forces révolutionnaires surent conserver leur autonomie et ne se soumirent à aucune dictature gouvernementale. Les sections révolutionnaires de Paris et des provinces, au sein desquelles se rassemblaient les hommes d'action, formant pour ainsi dire le système nerveux de ce grand mouvement populaire, représentaient un contrepoids sûr à la toute-puissance d'un gouvernement central, qui ne pouvait que gêner l'élan révolutionnaire et lui faire manquer ses buts. Ce n'est que plus tard, lorsque les forces révolutionnaires actives se furent épuisées au combat et que les Jacobins eurent réussi à dépouiller les sections de leur autonomie et à les incorporer en tant qu'organes subordonnés à l'appareil central d'État que commence le déclin de la révolution. La victoire de ROBESPIERRE fut aussi celle de la contre-révolution. Le 24 mars 1794 et le 9 Thermidor sont les deux piliers sur lesquels s'édifia la victoire de la réaction.

Renvoyer à la Révolution française pour justifier la tactique des bolcheviks en Russie, c'est donc faire preuve d'une totale méconnaissance des faits historiques, qui présentent une tout autre image. À tous les moments décisifs de la Révolution française, en effet, l'initiative de l'action vint, à vrai dire, directement du peuple. C'est dans cette manifestation créatrice des masses que réside tout le secret de la révolution et c'est précisément parce que les forces révolutionnaires purent se développer librement et chaque tendance au sein du peuple trouver la place adaptée à son efficacité que la révolution fut capable d'abattre tous ses ennemis et de supprimer radicalement l'ignominieux système féodal. Et c'est précisément parce que le gouvernement bolchevik a réussi à paralyser tout mouvement autonome des masses, à supprimer par la force brutale toutes les autres tendances, étouffant ainsi systématiquement toute véritable initiative révolutionnaire au sein du peuple, qu'il est obligé aujourd'hui de revenir au capitalisme, après que ses membres se soient rendu compte qu'ils ne peuvent aboutir par leurs seules forces à la réalisation de leurs buts initiaux. Les soviets auraient pu jouer en Russie le même rôle que les sections pendant la Révolution française, mais une fois qu'ils eurent été dépouillés de leur autonomie par le pouvoir central, qui ne laissa subsister d'eux que le nom, ils perdirent inmanquablement toute influence féconde sur le cours de

la révolution : il ne leur resta plus qu'à traîner l'existence inutile et végétative d'organes subordonnés de l'État.

Lénine et le système des conseils

Les bolcheviks n'ont jamais été partisans d'un véritable système des conseils. En 1905, LÉNINE expliquait par exemple au président du soviet de Saint-Pétersbourg que « son parti ne pouvait sympathiser avec l'institution démodée du système des conseils ». Mais, comme les premières étapes de la Révolution russe s'étaient justement développées sur cette base du système des conseils, les Bolcheviks durent, lorsqu'ils prirent le pouvoir, s'accommoder bon gré mal gré de cet héritage, très douteux à leurs yeux. Toute leur activité tendit alors à les dépouiller peu à peu de tout pouvoir et à les subordonner au gouvernement central. Qu'ils y aient réussi, voilà bien, à notre avis, l'immense tragédie de la Révolution russe. En travaillant systématiquement à la subordination de toutes les manifestations de la vie sociale au pouvoir absolu d'un gouvernement doté de tous les droits, on ne pouvait qu'aboutir à cette hiérarchie bornée de fonctionnaires, qui a été fatale au développement de la Révolution russe.

Lorsque Lénine explique aujourd'hui qu'il faut faire en sorte que le capitalisme soit dirigé dans les eaux du capitalisme d'État, le socialisme ne pouvant se développer qu'à partir de ce dernier, ce n'est autre chose qu'une phrase destinée à couvrir son embarras et dictée par la dure pression des conditions actuelles — il le sait mieux que quiconque. Mais il faut bien rendre moins amer aux ouvriers socialistes l'actuel cours à droite et l'on ne peut se montrer trop difficile dans le choix des arguments. Nous prétendons, quant à nous, que les cruelles persécutions auxquelles sont soumises aujourd'hui en Russie les tendances socialistes les plus variées — et tout spécialement celles de gauche — et la répression brutale et systématique de toute opinion ne tendant pas à l'aveugle justification du système actuel, ne naissent absolument pas du sentiment de la nécessité de défendre les conquêtes de la révolution et l'existence de la république soviétique contre des intrigues ennemies, mais au contraire de l'aveugle suffisance autoritaire d'un petit groupe, qui cherche à couvrir sa soif de puissance du nom glorieux de « dictature du prolétariat ».

CHAPITRE III

L'activité « contre-révolutionnaire » des anarchistes russes

Une manœuvre de Boukharine

Lors de la séance finale du congrès de l'Internationale des syndicats rouges à Moscou, il s'est produit un incident significatif : BOUKHARINE, qui n'assistait au congrès qu'en qualité d'observateur, prit soudain la parole, au grand étonnement des délégués étrangers, pour lancer une attaque pleine de haine contre les anarchistes. Les délégués avaient véritablement des raisons d'être étonnés, une minorité parmi eux étant seulement en mesure de deviner la cause profonde de ce pénible épisode.

Peu après l'arrivée des délégués étrangers, une commission spéciale s'était en effet constituée, avec mission de présenter à LÉNINE et à d'autres représentants importants du gouvernement soviétique une requête demandant la libération des anarchistes et anarcho-syndicalistes emprisonnés. On promet aux membres de cette commission de faire tout ce qui pouvait être fait dans ce domaine et l'on s'engagea en même temps à ne pas parler publiquement au congrès de cette pénible affaire. La commission tint sa parole et, pendant toute la durée du congrès, la question des révolutionnaires incarcérés ne fut pas évoquée. On peut alors imaginer la stupeur des membres de la commission, lorsque soudainement et pour ainsi dire juste avant la fermeture des portes, BOUKHARINE traîna sans aucune motivation cette question devant le forum du congrès. Mais la stupeur fut encore plus grande lorsque, le délégué français SIROLLE ayant demandé la parole après le discours de BOUKHARINE pour faire une déclaration au nom de la commission, le président du congrès, LOZOVSKY, la lui refusa catégoriquement. Ce comportement autoritaire du président, accordant la parole à un non-délégué — et, qui plus est, sur une question qui n'était pas à l'ordre du jour du congrès — pour refuser le droit de réponse à un délégué, suscita de manière bien compréhensible une vive émotion dans le congrès. Les remous furent tels que le congrès faillit s'achever dans le chaos et que LOZOVSKY se vit finalement obligé de céder à la volonté générale des délégués et d'accorder la parole à SIROLLE, concession devenue absolument nécessaire, si l'on voulait éviter une rupture publique.

L'intention de BOUKHARINE n'était que trop évidente. Il voulait tout simplement prendre le congrès par surprise, pour épargner au gouvernement d'autres explications sur une question très incommode et extrêmement délicate pour lui. Mais, pour des délégués étrangers, pas encore suffisamment au fait des habitudes russes, la manœuvre était un peu trop grosse et elle manqua son but.

BOUKHARINE essaya d'expliquer que l'on ne devait en aucun cas comparer les anarchistes russes à ceux des autres pays, car il s'agissait en Russie d'une espèce tout à fait particulière, contre laquelle le gouvernement devait se défendre. Les anarchistes incarcérés étaient de simples criminels, des partisans du « chef de bande » MAKHNO, des gens que l'on avait pris les armes à la main, contre-révolutionnaires avérés, etc.

M. BOUKHARINE est, sans aucun doute et à sa manière, un homme adroit qui, s'il avait à l'époque honoré de sa présence la tristement célèbre conférence antianarchiste de Rome

n'aurait certainement pas déshonoré cette compagnie. Mais, malheureusement pour lui, ses affirmations ne pèchent que par la moindre faute d'entretenir des rapports tendus avec la réalité des faits. Il s'agit dans son cas des libres inventions d'un homme qui cherche à sauver par tous les moyens le prestige menacé de son gouvernement, fût-ce aux dépens de la vérité.

L'immense majorité des anarchistes emprisonnés en Russie soviétique ne sont pas plus des partisans de MAKHNO qu'ils n'ont été pris les armes à la main. La raison de leur emprisonnement ne leur a jamais été communiquée, on les a jetés au cachot uniquement à cause de leurs idées. Quelques-uns des camarades récemment incarcérés ont ainsi exigé des agents de la commission extraordinaire une justification de leur emprisonnement. « Vous n'avez rien fait, leur fut-il répondu, mais vous pourriez faire quelque chose. » Que l'on se représente la tempête d'indignation qui s'élèverait dans un État bourgeois courant dont la police ferait preuve d'une telle cynique franchise.

Qu'en est-il, en fait, de l'activité prétendument « contre-révolutionnaire » des anarchistes russes ? Il suffit de considérer d'un peu plus près leur rôle dans la révolution pour se convaincre que l'accusation portée contre eux par les bolcheviks manque de tout fondement réel et ne peut être attribuée qu'à la calomnie malveillante pour raisons politiques.

Lorsqu'éclata la révolution, les anarchistes jouèrent un rôle important et furent parmi les éléments les plus actifs du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Ils avaient alors un grand nombre de quotidiens et leur propagande avait pénétré profondément dans les masses. À Cronstadt, Odessa, Iékaterinbourg et dans nombre d'autres villes importantes, ils avaient les masses ouvrières avec eux. Parmi les différentes tendances, les anarchistes-communistes et les anarcho-syndicalistes jouissaient de la plus grande influence.

Les anarchistes furent les premiers à attaquer le gouvernement provisoire et ce, à une époque où LÉNINE et les bolcheviks parlaient encore en faveur de l'Assemblée nationale. De même, ils avaient fait leur le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets ! », alors que les bolcheviks ne savaient même pas encore quelle attitude ils devaient prendre à l'égard de ces derniers.

Les anarchistes à la pointe du combat

Lorsque commença la lutte ouverte contre le gouvernement KERENSKY, les anarchistes furent les premiers en lice pour mettre les masses en mouvement. Avant même que n'éclatent les soulèvements de Moscou et de Pétrograd, les ouvriers anarchistes d'Iékaterinbourg s'étaient déjà levés, mais, à Moscou et à Pétrograd, ils se trouvèrent aussi à la pointe du mouvement. Ce fut l'anarchiste Anatole Grigorievitch ZELESNIAKOV qui, conduisant les matelots de Cronstadt, pénétra au Parlement et renvoya les députés dans leurs foyers, ZELESNIAKOV, dont la tête avait été mise à prix 400.000 roubles par DENIKINE et qui devait tomber en juillet 1919 dans la lutte contre les gardes blancs près d'Iékaterinoslav.

C'est un fait historique incontestable que, sans l'aide énergique des anarchistes, les bolcheviks ne seraient jamais arrivés au pouvoir. Les anarchistes combattirent partout aux endroits les plus dangereux. Ainsi, lorsque les gardes blancs se furent alliés à Moscou

aux bandes de tueurs des Cent-Noirs⁹, et retranchés dans l'Hôtel Métropol, ce sont eux qui prirent d'assaut ce bastion, après une sanglante bataille, qui dura trois jours entiers.

Dans le passage suivant, extrait de la revue *les Temps nouveaux*, un de nos camarades russes a décrit de manière très expressive les événements de cette époque : « LÉNINE s'empressa de publier un décret — ce fut son premier — dans lequel il déclarait que son parti se nommait désormais le parti des communistes. Ce décret parut dans les *Izvestia*, qui annonçaient par ailleurs que le gouvernement était décidé à introduire le communisme dans toute la Russie. La fédération anarchiste de Petrograd demanda alors à LÉNINE d'expliquer ce qu'il entendait par communisme et de quelle manière il pensait l'appliquer, s'il voulait le communisme libre ou bien plutôt un communisme à sa façon, inventé par les bolcheviks pour mettre les masses paysannes et ouvrières à la remorque de leur parti. LÉNINE répondit qu'il souhaitait sérieusement introduire le communisme libre dans toute la Russie, ajoutant cependant que cela ne pouvait être réalisé que graduellement et demandant en même temps la collaboration énergique de tous les groupes anarchistes, afin qu'il soit en mesure de remplir cette difficile et immense tâche. Les anarchistes furent assez naïfs pour prendre ces mots pour argent comptant et soutenir les bolcheviks dans leur lutte pour le but commun. »

Tout cela se passait à une époque où les bolcheviks n'étaient pas encore sûrs de l'avenir le plus proche, où les dangers menaçaient de tous côtés et où les éléments contre-révolutionnaires se mettaient à l'ouvrage dans tous les coins du pays. À Petrograd en particulier, les soutiens de la réaction ne dormaient pas : ils cherchaient par tous les moyens à exciter les masses ignorantes au meurtre et au pillage pour faire tomber le nouveau gouvernement. Dans cette période extrêmement critique pour eux, les bolcheviks, voyant que les anarchistes étaient un précieux soutien, n'hésitèrent pas à faire usage de cette force aussi longtemps que la situation l'exigea. Ainsi, en décembre 1917, alors que Petrograd était en proie à des hordes de soldats revenant du front et autres éléments douteux. Ces bandes, armées jusqu'aux dents, pénétraient dans les magasins et dépôts de vivres et pillaient à cœur joie. Les bolcheviks envoyèrent des gardes rouges aux endroits menacés pour mettre fin aux pillages. On essaya d'abord avec les matelots, dans lesquels on avait encore quelque confiance. Après quelques tentatives timides, ceux-ci passèrent finalement du côté des pillards, faisant cause commune avec eux. Dans cette situation extrêmement fâcheuse, seuls les anarchistes se montrèrent capables de s'opposer aux hordes en question et de faire cesser les pillages, non sans devoir le payer chèrement, laissant sur le terrain un grand nombre de morts et de blessés.

Une fois les dangers passés, les bolcheviks commencèrent à regarder les organisations anarchistes avec méfiance, ils virent en elles des ennemis dangereux, plus dangereux encore que les contre-révolutionnaires, car leur influence sur les paysans et les ouvriers devenait chaque jour plus grande et ils organisaient partout des unions syndicalistes et des communautés villageoises selon leurs conceptions. Le gouvernement bolchevik n'osa cependant pas les combattre tout de suite, car le sol sous ses pieds était encore beaucoup trop instable. On entama alors une lutte sournoise contre eux dans la presse bolchevique. On comptait toujours pouvoir attirer à soi les meilleurs éléments parmi les anarchistes, en leur offrant des postes officiels dans l'appareil gouvernemental, ce qui réussit malheureusement avec nombre d'entre eux, qui occupent encore aujourd'hui de très importantes charges dans l'administration soviétique.

9 Les Cent-Noirs : Organisation terroriste antisémite d'extrême droite (N.D.E.)

Massacre par les bolcheviks. Position des anarchistes

Après l'armistice avec l'Allemagne, la misère se fit sentir de manière très dure dans les masses. Les « commissaires du peuple » ne trouvèrent d'autre remède à ce mal que d'édicter décret sur décret, ce qui ne pouvait évidemment avoir aucun effet. Les anarchistes, comme tous les autres révolutionnaires sérieux, voyant maintenant où menaient les agissements des bolcheviks, ne purent naturellement rester indifférents à la ruine générale qui menaçait le pays et la population tout entière. Ils commencèrent donc à réagir avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Leur première œuvre fut de créer des cuisines populaires et des asiles pour la population affamée et sans logis. Mais ils essayèrent avant tout de rassembler les travailleurs des villes et des campagnes dans des syndicats et de créer des communautés communistes villageoises.

Le comte de MIRBACH, représentant du gouvernement allemand à Moscou, laissa entendre à LÉNINE qu'un État digne de ce nom ne pouvait tolérer à aucun prix les agissements de gens comme les anarchistes, ce qui fournit à ce dernier un prétexte pour passer aux actes. Il ordonna la prise d'assaut et l'occupation des locaux anarchistes. Dans la nuit du 14 avril 1918, on encercla donc tous les bâtiments où les anarchistes se réunissaient, on amena canons et mitrailleuses et on les mit en action. Le bombardement dura toute la nuit et la bataille fut si violente que l'on crut qu'une armée étrangère tentait de prendre la ville. Le lendemain, le quartier où les combats avaient fait rage offrait un aspect effrayant : les coups de canon avaient transformé les maisons en demi-ruines, entre les meubles en pièces et les murs écroulés, dans les cours et sur le pavé, gisaient partout des cadavres. Partout, on pouvait voir aussi des restes sanglants de corps humains, têtes, bras, intestins ou oreilles et le sang s'écoulait dans les caniveaux. Le gouvernement bolchevik avait triomphé. Bela KUN, le futur dictateur de la Hongrie, qui avait dirigé ce massacre, était vainqueur.

Le lendemain de ce coup de force, l'émotion fut très grande. Toute la population était indignée et la protestation générale fut si forte que LÉNINE et TROTSKI furent obligés de se réhabiliter aux yeux du peuple. Ils expliquèrent qu'il n'était pas dans leurs intentions de s'en prendre à tous les anarchistes, mais seulement à ceux qui ne voulaient pas se soumettre à la dictature. Là-dessus, les anarchistes qui se trouvaient entre les mains de la Tchéka furent remis en liberté, mais les organisations anarchistes furent dissoutes, leurs librairies fermées et leur littérature brûlée. Une bonne moitié des groupes fut éliminée alors, une autre partie des camarades languit encore derrière les murs des prisons et le reste est disséminé sur l'ensemble du territoire russe, comme autrefois sous le régime tsariste.

Ces faits, dont l'exactitude nous a été confirmée depuis par toute une série de camarades russes bien connus dans le mouvement international, nous donnent une image assez claire de l'évolution politique en Russie. Sur l'activité des anarchistes à cette époque et sa tendance générale, il suffira de citer ici la résolution adoptée le 25 août 1918 au congrès de la confédération des anarcho-syndicalistes panrusses. Le congrès décida :

« 1. — De lutter contre le pouvoir de l'État et du capitalisme ; de réunir les soviets indépendants en fédérations et d'entreprendre la réunion des organisations ouvrières et paysannes indépendantes en vue de la production ;

» 2. — De recommander aux travailleurs la création de soviets libres et la lutte contre l'institution des conseils des commissaires du peuple, car ils représentent une

forme d'organisation qui ne peut qu'avoir des conséquences funestes pour la classe ouvrière ;

» 3. — De dissoudre l'armée militariste et d'armer ouvriers et paysans ; de leur expliquer en même temps la caducité de la notion de « patrie socialiste », car la patrie des ouvriers et des paysans ne peut être que le monde entier ;

» 4. — De lutter de la manière la plus ferme contre les contre-révolutionnaires tchécoslovaques et toutes les autres tentatives impérialistes, sans oublier ce faisant que le parti ultra-révolutionnaire des bolcheviks est, lui aussi, devenu conservateur et réactionnaire

» 5. — De remettre directement aux mains des organisations ouvrières et paysannes la distribution des vivres et autres biens de consommation ; d'arrêter les expéditions armées contre les paysans, qui les rendent hostiles aux ouvriers, affaiblissant ainsi la solidarité entre ouvriers et paysans et portant préjudice au front révolutionnaire, au profit de la contre-révolution. »

On peut apprécier différemment la valeur théorique et pratique de cette résolution, mais, pour peu que l'on soit encore en possession de ses cinq sens ou n'y soit pas directement intéressé, politiquement ou d'une autre manière, personne n'osera prétendre que de telles activités et revendications puissent être qualifiées de contre-révolutionnaires.

Bien au contraire, l'évolution ultérieure en Russie nous a prouvé que nos camarades avaient jugé la situation de manière tout à fait exacte et que nombre de leurs prévisions se sont réalisées à la lettre. Jamais les anarchistes russes n'ont rendu service à la réaction, prêté main-forte en quoi que ce soit à ses efforts. Au contraire, ils ont toujours été les premiers dans l'arène quand il s'est agi de combattre les manœuvres de la contre-révolution et de risquer sa vie pour la défense de la révolution ; ils ont fait d'immenses sacrifices en vies et les traiter de contre-révolutionnaires est une déloyale infamie même si elle est commise dans l'intérêt d'un gouvernement ou d'un parti « communiste ».

Aussi longtemps que les bolcheviks eurent besoin des anarchistes, ils ne songèrent d'ailleurs pas à les flétrir aux yeux du monde comme contre-révolutionnaires. Au contraire, la presse bolchevik les cita même un jour à ses propres partisans comme exemple d'énergie et de résolution révolutionnaire et bien des « têtes » actuelles du parti auraient, en effet, besoin qu'on leur mit un tel exemple sous les yeux. Nous ne rappellerons ici que le rôle fort peu héroïque joué par ZINOVIEV et KAMENEV, au cours de ces journées mémorables qui précédèrent le soulèvement d'Octobre 1917. Ils étaient alors les adversaires les plus acharnés du soulèvement qui donna pourtant le pouvoir à leur parti et qu'ils cherchèrent à empêcher par tous les moyens. Nul autre que LÉNINE lui-même ne les accusa alors, dans un texte public, de lâcheté et de manque de caractère, leur reprochant d'« avoir oublié toutes les idées fondamentales du bolchevisme et de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien ». Mais ils ont, par la suite, fait amende honorable en bonne et due forme et ont été réintégrés dans la communauté des saints. Des souvenirs aussi cuisants n'empêchent cependant absolument pas les mêmes gens de traiter de contre-révolutionnaires tout un chacun, qui n'est pas prêt à danser au son de leurs instruments. Ce serait là une farce par trop comique, si elle n'était en même temps si indiciblement tragique.

On ne peut s'empêcher de penser au mot du fameux « préfet des barricades » parisien

CAUSSIDIÈRE au sujet de BAKOUNINE en 1848 : « Quel homme ! Le premier jour d'une révolution, il fait tout simplement merveille, mais le deuxième, il faudrait le fusiller. »

C'est en effet la même politique qu'appliquèrent les bolcheviks envers les anarchistes : le premier jour, on leur tressa des couronnes, le deuxième on les mit en croix. Mais politiciens et hommes au pouvoir de tous les temps et de tous les pays agirent-ils jamais autrement ? Les bolcheviks ont prouvé qu'ils ne font pas exception à cette règle.

CHAPITRE IV

Nestor Makhno et les bolcheviks

Il convient de dire ici quelques mots de Nestor Makhno et de son mouvement, qui sont pris à partie de la manière la plus virulente dans la presse bolchevique. Il est intéressant de voir comment on emploie contre lui la même méthode que contre les anarchistes en général, à savoir la louange ou la condamnation selon que l'on a besoin de lui ou non. Il y eut des périodes où la presse bolchevique décria MAKHNO comme un contre-révolutionnaire de la pire espèce, allié de DENIKINE et de WRANGEL, et d'autres, où la même presse le célébra comme un bon révolutionnaire, allié du gouvernement soviétique. Rien d'étonnant à ce qu'ensuite les bruits les plus extravagants coururent sur sa personne et les motifs de ses activités.

Un camarade connu à MOSCOU, et notre ami de longue date, nous a fait parvenir l'esquisse biographique suivante, qui définit bien la personnalité du chef des partisans ukrainiens :

« Nestor MAKHNO, aujourd'hui âgé d'environ trente ans, est un simple paysan. Membre actif du mouvement révolutionnaire depuis 1901, il appartient à un groupe terroriste anarchiste. Condamné à mort pour le meurtre d'un policier de la province d'Iekaterinoslav, sa peine fut commuée, en raison de son très jeune âge, en travaux forcés à perpétuité. Délivré par la révolution en 1917, il revint dans son pays natal et prit part à l'organisation de la population villageoise.

» Au début de 1918, la réaction commença en Ukraine. Les Autrichiens, les Allemands et l'hetman SKOROPADSKY gouvernaient le pays. Les paysans, les ouvriers et les révolutionnaires étaient violemment persécutés et abattus en masse. MAKHNO, avec six camarades, fonda une organisation de combat, qui engagea une lutte des plus résolues contre les troupes étrangères et la police de l'hetman. Leurs succès accrurent rapidement le nombre de leurs partisans et le petit groupe compta bientôt dans les deux cents hommes.

» Une fois l'Ukraine débarrassée de la soldatesque étrangère, et des bandes armées de l'hetman SKOROPADSKY, MAKHNO commença la lutte contre PETLIOURA. A la fin de l'année, il disposait déjà d'une véritable armée de francs-tireurs.

» PETLIOURA battu, les bolcheviks occupèrent l'Ukraine. En tant qu'anarchiste, Makhno ne pouvait faire cause commune avec eux, bien qu'on lui fit les promesses les plus engageantes, comme par exemple de le nommer commandant des forces armées ukrainiennes à la seule condition qu'il consentit à être placé sous les ordres de TROTSKI. MAKHNO refusa, en expliquant qu'il lui était impossible de collaborer avec des gens dont le but était la conquête du pouvoir. Il se consacra alors à l'agitation et organisa la lutte contre la nouvelle armée réactionnaire de DENIKINE, mais les bolcheviks déclarèrent qu'ils ne pouvaient la confier à une armée de francs-tireurs et, ne se sentant pas assez forts pour marcher contre les makhnovistes, ils crurent pouvoir briser la résistance de MAKHNO en lui refusant les munitions. TROTSKI dit qu'il n'en livrerait que si MAKHNO acceptait de se soumettre au commandement de l'Armée rouge. Celui-ci se trouvait dans une position dangereuse, pris avec ses partisans entre le marteau et l'enclume — entre DENIKINE et l'Armée

rouge. Il avait environ cinquante mille hommes, mais presque pas de munitions. Dans sa lutte contre l'hetman et Petlioura, il avait été quasiment seul, l'Armée rouge étant à cette époque encore extrêmement faible et mal organisée, aussi les bolcheviks l'avaient-ils alors abondamment fourni – et, à vrai dire, dans leur propre intérêt. Maintenant, on refusait d'un seul coup tout droit d'exister aux makhnovistes, sous prétexte qu'ils étaient des francs-tireurs, mais en réalité parce que Makhno n'acceptait pas de se soumettre aux ordres de TROTSKI.

» Ce dernier avait cru qu'en refusant les munitions aux makhnovistes, il rendrait leur chef docile. Lorsqu'il vit que MAKHNO restait sur sa position, il décida de l'abattre à n'importe quel prix. Au cours d'une réunion à Kharkov, le 29 avril 1919, il traita MAKHNO de simple bandit et déclara qu'il valait mieux que l'Ukraine soit occupée par les Blancs plutôt que livrée aux makhnovistes, car, si DENIKINE avait le pays en mains, les paysans appelleraient d'eux-mêmes les bolcheviks.

» Ainsi s'explique que MAKHNO fut laissé sans armes et que l'Armée rouge resta l'arme au pied, lorsque DENIKINE, dans une furieuse attaque contre les makhnovistes désarmés, perça leur front. Certes, l'Armée rouge fut elle aussi contrainte de reculer, mais le but recherché par cette tactique était atteint : MAKHNO fut complètement battu et obligé d'abandonner le champ de bataille avec le reste de ses troupes. En même temps, on expliquait dans la presse bolchevique la retraite de l'Armée rouge par la trahison de MAKHNO, que le gouvernement soviétique déclarait hors la loi. Lorsque l'on découvrit peu après son frère dans un hôpital, croyant tenir MAKHNO lui-même, on le fusilla.

» Grâce à la défaite de MAKHNO, DENIKINE avait conquis un énorme avantage. Ses troupes, repoussant l'Armée rouge devant elles, pénétrèrent victorieusement en Russie. Dans cette situation critique, MAKHNO réussit cependant à réorganiser ses partisans, à assaillir DENIKINE sur ses arrières et, par un audacieux coup de main, à le couper de son approvisionnement en munitions et en vivres. Ainsi l'Armée rouge fut-elle en mesure de reprendre l'offensive et, dans la presse bolchevique, on reconnut derechef à MAKHNO la qualité de révolutionnaire, tandis que le gouvernement annulait la mise hors la loi du prétendu « chef de bandits ». Mais, après la défaite définitive de DENIKINE, TROTSKI exigea le désarmement des makhnovistes et, devant leur refus, MAKHNO fut une fois de plus déclaré bandit et hors la loi. La dure lutte qui s'engagea alors entre lui et les bolcheviks et prit bien souvent des formes terribles ne put connaître de décision définitive avant que l'entrée en scène de WRANGEL n'ouvrît une nouvelle phase dans les rapports du gouvernement soviétique avec les makhnovistes. »

Ces informations de notre camarade russe nous ont été confirmées depuis en tous points par beaucoup d'autres, reçues de première main. J'ai ainsi sous les yeux un manuscrit de 114 pages sur le mouvement makhnoviste, qui m'a été transmis de Russie et dans lequel tous les détails des faits de caractère général rapportés ci-dessus sont étayés par des documents. La publication de ce matériel dans les délais les plus courts permettra au lecteur d'avoir une image claire de MAKHNO et de son mouvement, qui devrait en même temps détruire complètement les légendes forgées par les bolcheviks sur lui et sur sa cause.

Contre Wrangel, le gouvernement bolchevik traite avec Makhno

Au début de 1920, MAKHNO fut obligé de se battre à la fois contre WRANGEL et contre les bolcheviks. Mais la situation prit peu à peu une tournure tellement critique que le gouvernement soviétique dut de nouveau recourir à son aide. La guerre avec la Pologne avait sérieusement épuisé les forces militaires russes, si bien que l'Armée rouge ne put faire face aux poussées impétueuses de WRANGEL, qui était équipé en armements modernes de la manière la plus libérale par les puissances de l'Entente. Devant un tel danger, qui aurait pu être fatal pour lui, le gouvernement soviétique se décida encore une fois à renouer avec le « bandit » MAKHNO, que la presse soviétique ne se lassait pas de dénoncer comme l'« allié du baron blanc » WRANGEL.

Le 16 octobre, fut signé le traité suivant entre le gouvernement soviétique et MAKHNO :

Accord sur la coopération provisoire dans les opérations militaires entre la République soviétique ukrainienne et l'armée révolutionnaire des francs-tireurs d'Ukraine (makhnoviste) :

« 1. — L'armée révolutionnaire des francs-tireurs ukrainiens (makhnovistes) se joint aux forces de l'armée républicaine en tant qu'armée de corps-francs, qui est soumise au commandement de l'Armée rouge dans ses opérations. Elle conserve cependant son organisation actuelle, sans faire siens les principes et les règlements organisationnels de l'armée républicaine régulière.

» 2. — L'armée révolutionnaire des francs-tireurs makhnovistes, qui se trouve sur territoire soviétique le long du front ou transversalement à lui, ne peut intégrer dans ses rangs ni des parties de l'Armée rouge ni des déserteurs de cette dernière.

» Note : les éléments de l'Armée rouge ou les soldats rouges isolés qui rencontreront les corps-francs sur arrière de WRANGEL devront s'intégrer à nouveau à l'Armée rouge, dès que la jonction avec elle aura été établie.

» Les francs-tireurs makhnovistes, qui se trouvent encore derrière l'armée de WRANGEL, ainsi que les parties de la population qui, dans ces régions du pays, se sont jointes à l'armée des corps-francs, resteront dans ses rangs, même s'ils avaient été auparavant mobilisés par l'Armée rouge.

» 3. — L'accord entre le commandement de l'Armée rouge et l'armée révolutionnaire des corps-francs makhnovistes a pour but l'écrasement de l'ennemi commun, l'armée blanche. Les makhnovistes se déclarent d'accord avec la demande du commandement de l'Armée rouge que cessent les actes d'hostilité de la population contre cette dernière. Le gouvernement soviétique publiera de son côté le présent accord, afin d'assurer le plus grand succès possible aux tâches fixées.

» 4. — Les familles des soldats de l'armée révolutionnaire des corps-francs makhnovistes qui résident sur le territoire de la république soviétique jouiront des mêmes droits que les soldats de l'Armée rouge et recevront du gouvernement soviétique ukrainien tous les avantages convenus.»

Accord sur la coopération provisoire dans les questions politiques entre le gouvernement soviétique ukrainien et l'armée révolutionnaire des corps-francs makhnovistes :

» 1. — Libération immédiate de tous les révolutionnaires emprisonnés et cessation de toutes les poursuites sur le territoire de la république soviétique contre tous les makhnovistes et anarchistes n'ayant pas combattu les armes à la main contre le

gouvernement soviétique.

» 2. — Complète liberté d'agitation, par la parole et par l'écrit, pour tous les makhnovistes et anarchistes, leurs idées et leurs principes, sous contrôle de la censure militaire, dans la mesure où il s'agit de questions militaires. Le gouvernement soviétique met à la disposition des makhnovistes et anarchistes, qu'il reconnaît comme organisation révolutionnaire, tout le matériel nécessaire pour l'impression et la publication de livres, revues et journaux, et ce, sur la base des règles techniques générales en vigueur pour les publications de ce genre.

» 3. — Libre participation aux élections aux soviets, ainsi que droit pour les makhnovistes et anarchistes de devenir membres des soviets ; leur est garantie en outre la libre participation à la préparation du prochain Ve Congrès des soviets d'Ukraine, prévu pour décembre 1920.

» Adopté par les représentants des deux parties à la conférence du 16 octobre 1920.

Signé : Bela KUN - V. POPOV »

C'est sur la base de cet accord que les francs-tireurs makhnovistes et l'Armée rouge combattirent côte à côte contre WRANGEL. Le succès ne tarda guère : la troisième semaine de novembre voyait en effet la défaite complète de l'armée du « baron blanc », dont les restes se précipitaient dans une fuite éperdue vers le sud, poursuivis par l'Armée rouge.

Nouvelles trahisons et calomnies des bolcheviks

Qu'advint-il alors ? À peine les hordes de WRANGEL définitivement battues, le gouvernement soviétique rompit de la manière la plus vile les accords passés avec MAKHNO et l'Armée rouge et, se retournant brusquement contre ses alliés de la veille, il les écrasa sauvagement. MAKHNO, qui ne put se sauver que d'extrême justesse, fut de nouveau traité par les bolcheviks de « bandit » et de « traître » ; tous les anarchistes, qui avaient été libérés conformément aux accords, et parmi eux les amis de MAKHNO, TCHUBENKO et VOLINE (W. M. EICHENBAUM¹⁰), furent de nouveau arrêtés ainsi que de nombreux autres, qui avaient jusqu'alors joui de la liberté.

Telles sont les différentes périodes de l'histoire de ce que l'on appelle le « mouvement makhnoviste » jusqu'à aujourd'hui. Les simples faits que nous venons de rapporter montrent clairement que MAKHNO est aussi peu un traître qu'un contre-révolutionnaire et que tous les bruits mis en circulation dans le monde par les bolcheviks sur son compte et celui de son mouvement sont de purs mensonges, répandus dans l'intérêt de la raison d'État. Si quelqu'un a des raisons de se plaindre d'avoir été trahi — et trahi de la manière la plus honteuse —, c'est bien en vérité MAKHNO. Ce fut en effet trahison, non seulement envers lui, mais aussi envers la cause de la révolution, que de le laisser au printemps 1919 sans aide ni munitions et de donner ainsi à DENIKINE la possibilité de battre et de disperser ses francs-tireurs. Et ce fut trahison de la pire espèce que la manière dont le gouvernement soviétique viola ensuite les accords qu'il avait passés avec lui, manière qui

¹⁰ Nom patronymique de Voline. Il est l'auteur d'un remarquable ouvrage sur le rôle et l'importance des anarchistes dans la Révolution russe et leur répression par les bolcheviks : *la Révolution inconnue*, Paris, Les Amis de Voline, 1948. [[disponible en téléchargement ici](#)]

ne peut que rappeler les méthodes politiques d'un César BORGIA.

À la face du monde, le gouvernement soviétique a traité MAKHNO de contre-révolutionnaire, après avoir reconnu lui-même dans un traité le caractère révolutionnaire de son mouvement. Il le qualifie de brigand et de bandit de droit commun, mais nous demandons alors comment un gouvernement — et, qui plus est, un gouvernement qui se plaît à se nommer « communiste » — peut conclure des traités d'une éminente portée militaire et politique avec un individu de cette espèce. Si MAKHNO est un bandit, un vulgaire égorgé, que sont alors ceux qui passent alliance avec ce voleur de grand chemin et s'engagent par contrat avec lui ? Que l'on ne nous dise pas que le gouvernement soviétique se trouvait dans une situation de toute dernière extrémité lorsqu'il se décida à conclure son accord avec MAKHNO : même cette éventualité ne saurait justifier son comportement. N'était-il pas, d'ailleurs, dans une situation semblable, quand DENIKINE menaçait son existence et qu'il abandonna malgré tout MAKHNO et les siens à leur sort ? À cette époque aussi, il savait que ce cruel abandon des makhnovistes mettrait l'Armée rouge en périlleuse position, comme ce fut le cas. Mais on sacrifia alors MAKHNO, parce que l'on voulait se débarrasser de lui.

Non, les hommes d'État de Moscou ne savent que trop que MAKHNO n'est pas un bandit de grand chemin. Ils savent qu'il se bat pour un état de choses qui ne ressemble en rien à celui qu'ils ont créé, qui lui est même directement opposé. Ils savent aussi que l'homme qui a, par deux fois, sauvé la Russie de la catastrophe d'une contre-révolution victorieuse, ne peut être un contre-révolutionnaire. Tout cela est bien connu des chefs du gouvernement bolchevik, mais, MAKHNO et son mouvement ne se laissant pas intégrer dans leurs structures étatiques, il leur faut les éliminer, et ce à n'importe quel prix. Voilà pourquoi MAKHNO est un « bandit », un « traître », un « contre-révolutionnaire » : il ne peut être autre chose, tout comme les anarchistes en général et les autres tendances révolutionnaires qui ne récitent pas le credo bolchevique. Que ces affirmations n'aient rien à voir avec la réalité a peu d'importance : le mensonge a toujours été une des règles d'airain de toute diplomatie et ne peut, en tant que tel, être banni de la prétendue « diplomatie prolétarienne ».

CHAPITRE V

L'insurrection de Cronstadt

La même « diplomatie prolétarienne » des dirigeants russes a réussi à faire passer le soulèvement de Cronstadt pour une entreprise des « Blancs », préparée soigneusement et de longue date par des éléments contre-révolutionnaires en exil. Cette déformation manifeste et voulue des faits a depuis fait le tour de toute la presse communiste internationale et même trouvé accès dans des milieux qui ne manifestent généralement pas une sympathie démesurée pour les idées bolcheviques. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de juger justement toutes les causes et le caractère authentique de cet événement et nous devons encore une fois constater qu'il en est de l'esprit contre-révolutionnaire des matelots de Cronstadt exactement comme des activités « contre-révolutionnaires » des anarchistes et des makhnovistes. Le *Novy Put* lui-même, journal expressément bolchevik de Riga, fut assez imprudent pour révéler le vrai caractère de l'insurrection de Cronstadt (à ce qu'il semble, la rédaction n'avait pas dû recevoir à temps les instructions nécessaires de Moscou). En effet, l'intéressant aveu suivant lui échappait dans son numéro du 19 mars 1921 :

« Les matelots de Cronstadt sont en majorité anarchistes. Ils ne se situent pas à droite, mais à gauche des communistes. Dans leurs derniers radiogrammes, ils proclament : “Vive le pouvoir des soviets !”, alors qu'ils n'ont pas une seule fois déclaré : “Vive l'Assemblée nationale !” Pourquoi se sont-ils soulevés contre le gouvernement soviétique ? Parce qu'ils ne le trouvent pas assez soviétique. Ils ont inscrit sur leur drapeau le même mot d'ordre mi-anarchiste, mi-communiste que les bolcheviks eux-mêmes avaient proclamé il y a trois ans et demi, au lendemain de la révolution d'Octobre. Dans leur lutte contre le gouvernement soviétique, les insurgés de Cronstadt ont manifesté en différentes occasions leur haine profonde du “bourgeois” et de tout ce qui est bourgeois. Ils ont déclaré que le gouvernement soviétique s'était embourgeoisé, que ZINOVIEV avait “pris du ventre”. Il s'agit là d'une insurrection de gauche, et non de droite. »

Cette opinion du journal bolchevik *Novy Put* sur l'insurrection de Cronstadt a été confirmée depuis en tous points. Tous les documents et toutes les proclamations des insurgés en sont une preuve : on n'y trouve pas un mot qui permette de conclure à des menées contre-révolutionnaires. Le mouvement tout entier eut un caractère purement spontané et se développa à partir des conditions locales. Les matelots de Cronstadt ont toujours été l'un des éléments les plus énergiques et les plus dévoués du mouvement révolutionnaire russe. Ils avaient déjà joué un rôle important en 1905 et, lorsqu'éclata la révolution en 1917, ils furent les premiers dans l'arène, faisant preuve d'une inflexible résolution. Sous le gouvernement de KERENSKY, ils proclamèrent la commune de Cronstadt et combattirent l'idée d'une Assemblée nationale, dans laquelle ils voyaient un danger pour la révolution. Lorsque commença le soulèvement d'Octobre, qui devait mener les bolcheviks au pouvoir, ils furent à nouveau en tête du mouvement, avec le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! »

Au cours des sanglants combats avec YOUDENITCH, les matelots de Cronstadt furent le plus solide rempart de la révolution, contre lequel se brisèrent les tentatives contre-révolutionnaires. Leurs conceptions anarchistes les poussèrent à chercher énergiquement

à conserver leur indépendance, lorsque le gouvernement central de Moscou se mit en devoir de réduire de plus en plus les droits initiaux des soviets. Toutes les tentatives de TROTSKI pour les soumettre aux mêmes règlements que ceux que l'on avait imposés peu à peu à l'armée restèrent en grande partie vaines et, aussi longtemps que celui-ci dut concentrer toutes ses forces contre les armées contre-révolutionnaires, il fut obligé d'accepter bon gré mal gré cet état de choses. On comprend cependant aisément que des tentatives ininterrompues de cette sorte n'aient guère contribué à rendre les matelots de Cronstadt favorables au gouvernement, surtout quand, renouvelées de manière encore plus vigoureuse une fois la guerre finie, elles portèrent leur méfiance à son comble.

Au mois de février 1921, d'importants troubles, provoqués par la mise en application d'une nouvelle classification dans la distribution des vivres, éclatèrent parmi les ouvriers de Petrograd, qui se mirent en grève. Nombre d'entre eux furent jetés en prison, ce qui ne fit naturellement que dégrader un peu plus le climat. Les choses en étaient là lorsque les matelots de Cronstadt envoyèrent une délégation à Petrograd pour étudier la situation sur place et convenir si possible avec les ouvriers d'une action commune.

Une résolution unanime de Cronstadt

Le 1er mars, se tint à Cronstadt une assemblée générale des équipages des navires de ligne, où furent présentés les rapports des délégués. L'assemblée adopta à l'unanimité la résolution suivante :

« Après avoir entendu le rapport de la délégation élue par l'assemblée générale des équipages, l'Assemblée décide de présenter et soutenir les revendications suivantes :

» 1. — Vu que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, organisation immédiate de nouvelles élections, avec vote secret et entière liberté de propagande pré-électorale pour tous les ouvriers et paysans.

» 2. — Liberté de réunion pour les syndicats et les organisations paysannes.

» 3. — Liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires (SR).

» 4. — Convocation d'une conférence sans-parti des ouvriers, des soldats de l'Armée rouge et des matelots de Cronstadt, Petrograd et de la région de Petrograd avant le 10 mars 1921.

» 5. — Libération des détenus politiques de tous les partis socialistes et de tous les ouvriers, paysans, soldats de l'Armée rouge et matelots emprisonnés lors des soulèvements ouvriers et paysans.

» 6. — Élection d'une commission spéciale, chargée de réviser les procès des détenus des prisons et des camps de concentration.

» 7. — Suppression de toutes les « sections politiques » spéciales, aucun parti ne devant jouir de prérogatives pour sa propagande ni être, en plus de cela, soutenu par l'État. (Étaient visées ici les organisations spéciales de surveillance créées au sein de chaque institution civile ou militaire russe, auxquelles ne pouvaient appartenir que des membres du P. C.) Elles doivent être remplacées par des commissions spéciales

pour l'enseignement et l'éducation, dont les frais seront couverts par l'État.

» 8. — Suppression de tous les postes de contrôle. (À savoir les unités militaires placées dans les gares et sur les routes pour empêcher l'entrée des vivres qui n'étaient pas achetés ou vendus par l'État.)

» 9. — Rations égales pour tous les travailleurs, à l'exception de ceux qui travaillent dans des industries dangereuses pour la santé.

» 10. — Suppression des sections communistes dans tous les corps militaires et des postes communistes dans les usines et entreprises. Si le besoin se fait sentir d'en créer de nouveaux, ils devront être nommés directement par les compagnies elles-mêmes et par les ouvriers au sein des entreprises et ateliers.

» 11. — Liberté totale pour les paysans de disposer de leurs grains et de posséder du bétail, aussi longtemps qu'ils n'emploient pas de salariés.

» 12. — Nous appelons tous les corps militaires et les camarades dans les écoles militaires à se joindre à notre mouvement.

» 13. — Nous demandons que soit donnée à nos résolutions la plus large diffusion possible.

» 14. — Nomination d'une commission mobile de contrôle.

» 15. — Liberté du travail artisanal, aussi longtemps que du personnel rétribué n'est pas employé. »

Cette résolution fut alors présentée à un rassemblement de citoyens de Cronstadt, auquel étaient venues 16.000 personnes, et adoptée à l'unanimité. Le 2 mars, les délégués des navires, des corps militaires, des entreprises et des syndicats — environ 300 en tout — se réunirent et nommèrent un « comité révolutionnaire provisoire » chargé de préparer les élections au soviet. Celui-ci publia une feuille quotidienne d'information, les *Izvestia*, rendant compte des différentes phases du mouvement. Notre camarade russe ISIDINE a donné dans les *Temps nouveaux* parisiens de nombreux extraits des *Izvestia* de Cronstadt, qui sont autant d'éloquents témoignages de l'esprit et du caractère de ce mouvement si basement calomnié. Ainsi peut-on lire dans l'article intitulé « Pourquoi nous nous battons » :

« *La patience des travailleurs est à bout.*¹¹ Déjà, ici et là dans le pays, se sont fait jour les premiers signes de la résistance à un système d'oppression et de violence. Les travailleurs se sont mis en grève, mais les gendarmes bolcheviks étaient sur leurs gardes et ont pris toutes les mesures nécessaires pour étouffer dans l'œuf l'inévitable troisième révolution. Elle est malgré tout arrivée et ce sont les travailleurs qui la font...

» Ici, à Cronstadt, a été posée la première pierre de la troisième révolution, qui ouvrira grand le chemin à la cause du socialisme. Cette révolution doit convaincre les masses ouvrières de l'Est et de l'Ouest que ce qui a eu lieu jusqu'ici chez nous n'a absolument rien à voir avec le socialisme...

» Les ouvriers et paysans avancent, laissant derrière eux aussi bien l'Assemblée constituante et son régime bourgeois que la dictature du parti communiste, de ses Tchékas et de son capitalisme d'État, qui étranglent le peuple travailleur comme la

11 Souligné dans le texte (N.D.E.)

corde du bourreau.

» La révolution d'aujourd'hui donne aux ouvriers la possibilité d'élire leurs soviets librement, sans avoir à craindre les pressions de quelque parti que ce soit, et aux syndicats bureaucratisés de se transformer en libres associations de travailleurs manuels et intellectuels. »

Les étapes de la révolution

Dans l'article intitulé « Les étapes de la révolution », paru dans le numéro du 12 mars, on pouvait lire :

« Le parti communiste s'est emparé du pouvoir en repoussant les paysans et les ouvriers, au nom desquels il agissait... Un nouveau servage, qui se nomme “communisme”, est apparu. Le paysan a été transformé en simple journalier, l'ouvrier en esclave salarié de l'entreprise étatisée, le travailleur intellectuel réduit à l'état de nullité. Le temps est aujourd'hui venu de renverser la commissariocratie. Cronstadt, vigilante gardienne de la révolution, Cronstadt ne dormait pas. Cronstadt, qui fut aussi en mars et en octobre à la tête du mouvement, est aujourd'hui de nouveau la première à lever le drapeau de la révolte, pour la troisième révolution des travailleurs. (...) [Souligné dans le texte.]

» L'autocratie est tombée. La Constituante appartient au passé. La commissariocratie tombera de même. Le temps est venu d'un véritable pouvoir ouvrier, du pouvoir des soviets ! »

Dans l'« Appel aux travailleurs, soldats et matelots rouges » paru dans le numéro du 13 mars, l'accusation du gouvernement soviétique, selon laquelle les généraux blancs et les popes dirigeaient le mouvement, est repoussée avec colère et indignation :

« Ici, à Cronstadt, le 2 mars, nous nous sommes levés contre le joug exécrable des communistes et nous avons déployé la bannière rouge de la troisième révolution.

» Soldats rouges, matelots, travailleurs, Cronstadt révolutionnaire fait appel à vous !

» Nous savons que l'on vous trompe, que l'on vous cache la vérité sur ce qui se passe ici, que l'on vous cache que nous sommes prêts à risquer notre vie pour la cause sacrée de la libération des ouvriers et des paysans. On cherche à vous faire croire que des généraux blancs et des popes se trouvent à la tête de notre comité révolutionnaire. Pour mettre fin une fois pour toutes à ces mensonges, voici les noms de tous les membres de ce comité :

1. PETRITCHENKO, employé au bureau du navire de ligne *Pétropavlovsk*,
2. YAKOVENKO, téléphoniste au télégraphe de Cronstadt,
3. OSSOSOV, machiniste sur le navire de ligne *Sébastopol*,
4. PERPELKINE, électricien à bord du *Sébastopol*,
5. ARKHIPOV, premier machiniste,
6. PATRUCHEV, premier électricien du *Pétropavlovsk*,

7. KUPOLOV, médecin auxiliaire
8. VERCHININE, matelot sur le *Sébastopol*,
9. TUKINE, ouvrier électricien,
10. ROMANENKO, gérant du chantier de réparations,
11. ORECHINE, surveillant à la troisième école du travail,
12. PAVLOV, ouvrier munitionnaire,
13. BAÏKOV, gestionnaire du matériel roulant de la forteresse,
14. VALK, employé dans une scierie
15. KILGAST, pilote. »

Dans ce même numéro du 13 mars, on trouve un « Appel au prolétariat du monde entier » particulièrement émouvant :

« Depuis douze jours, une poignée de travailleurs, matelots et soldats de l'Armée rouge véritablement héroïques, coupés du reste du monde, subissent les assauts des bourreaux communistes. Nous restons fidèles à la cause que nous avons faite nôtre — la libération du peuple du joug qui lui a été imposé par le fanatisme d'un parti — et nous mourrons en criant : “Vivent les soviets librement élus !” Puisse le prolétariat du monde entier le savoir. Camarades, nous avons besoin de votre aide morale : protestez contre les actes de violence des autocrates communistes ! »

Ce dernier appel des rebelles de Cronstadt devant la mort qui les menaçait retentit comme un cri dans le désert : personne ne l'entendit. Personne ne reconnut la grandeur de la cause pour laquelle ils mettaient leur vie en jeu. C'est à peine si l'on sut qu'une soldatesque déshumanisée les massacra par milliers, comme l'avaient été jadis les hommes et les femmes de la Commune de Paris par les hordes abruties d'un GALLIFET. Cependant, alors que les communards ont une place dans le cœur de géant du prolétariat mondial, ceux dont le sang a coulé sur les pavés de Cronstadt furent dénoncés comme traîtres et contre-révolutionnaires par leur propre classe. Ils furent jugés sans que l'on connaisse leur cause et leurs derniers cris ne furent pas entendus. Ces hommes combattirent cependant pour une cause qui avait été aussi celle de leurs bourreaux : les paroles mêmes, que les rebelles de Cronstadt inscrivent sur leurs drapeaux, avaient servi de slogans aux bolcheviks préparant la révolution d'Octobre 1917 et renversant le gouvernement de KERENSKY. Qui aurait pu alors seulement s'imaginer en rêve que la « dictature du prolétariat », quelques années plus tard seulement, s'opposerait aux porte-parole de ces mêmes idées dont les futurs dictateurs avaient dû se servir comme d'enseignes dans leur lutte pour la conquête du pouvoir politique ! Même si cette sanglante satire de l'histoire est aujourd'hui encore peu comprise, le temps viendra où l'on en saisira le sens profond. Alors, on jugera autrement les rebelles de Cronstadt et la cause pour laquelle ils se sont battus et ont versé leur sang.

« Appel au prolétariat du monde entier »

Le principal argument avancé contre eux fut la sympathie exprimée envers le soulèvement par la presse contre-révolutionnaire. Dans un article, paru dans le numéro

du 20 avril de la *Revue hebdomadaire de la presse russe*, RADEK a tenté d'exploiter ce fait au maximum, croyant ainsi avoir fourni à ses lecteurs la preuve du caractère contre-révolutionnaire de l'insurrection elle-même. Les lecteurs de la presse communiste sont, on le sait, très faciles à contenter, aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que l'article, écrit par Radek avec une logique de procureur, ait fait, depuis, le tour des feuilles communistes des différents pays. Bien peu ont eu jusqu'ici l'idée d'examiner sérieusement la valeur de ce fameux argument ; il suffit qu'il vienne de Moscou. En vérité, cependant, il ne prouve rien du tout : c'est une vérité d'expérience que les réactionnaires de toute nuance ont toujours cherché à faire feu de tout bois. Si, par exemple, le gouvernement espagnol réprime depuis des années la presse anarchiste et syndicaliste, tandis qu'il laisse paraître sans l'inquiéter l'organe madrilène du parti communiste, cela n'est pas dû au fait qu'il a une prédilection quelconque pour *El Comunista*, mais simplement parce qu'il croit pouvoir, par cette tactique, diviser le mouvement ouvrier et affaiblir ainsi son influence. Et si l'ex-gouvernement impérial allemand a permis pendant la guerre à LÉNINE et à ses amis de Suisse de traverser l'Allemagne en wagon plombé¹² pour se rendre en Russie, ce ne fut pas non plus parce qu'il éprouvait une sympathie particulière pour le bolchevisme, mais simplement parce qu'il pensait agir ainsi dans l'intérêt de sa politique. Vouloir tirer de pareils faits des conclusions comme celles que RADEK, et tant d'autres avec lui, ont tirées de l'insurrection de Cronstadt est tout aussi infâme qu'absurde.

Le fait est que les insurgés ont refusé avec mépris toute aide de la réaction. Lorsque la nouvelle du soulèvement parvint par exemple à Paris, les capitalistes russes, qui y vivent en exil, leur firent offrir 500.000 francs. Or les insurgés ont catégoriquement refusé cette offre.

Lorsque, par ailleurs, un certain nombre d'officiers contre-révolutionnaires leur offrit, également de Paris, leurs services par radiogramme, ils répondirent par le même canal : « Restez où vous êtes !! Nous n'avons pas d'emploi pour vos semblables ! »

Est-ce là un langage de contre-révolutionnaires ? Certainement pas, et les dirigeants de Moscou le savent mieux que quiconque. Mais il faut bien que la vérité sur les événements de Cronstadt leur apparaisse particulièrement dangereuse pour qu'ils s'efforcent aussi vigoureusement de dissimuler leurs vraies causes et motivations sous une montagne de déformations systématiques et de contre-vérités patentes. En Russie même, on sait depuis longtemps à quoi s'en tenir à ce sujet ; le temps n'est pas éloigné où on le saura aussi à l'étranger.

12 Boris Souvarine a démolit la légende du wagon plombé dans « L'or et le wagon », in *le Contrat social*, n° 4, vol. 12, décembre 1968. (N.D.E.)

CHAPITRE VI

Origine et signification de l'idée des conseils

Il serait fondamentalement de vouloir attribuer à quelques individus la responsabilité de tous ces honteux événements. Ils n'en sont en fait responsables que dans la mesure où l'on peut les considérer comme les représentants d'une certaine tendance idéologique. À vrai dire, les causes de ces phénomènes tragiques viennent de plus loin : ils sont les conséquences d'un système qui ne pouvait logiquement amener un autre état de choses.

Si on l'a jusqu'à présent aussi peu compris, c'est principalement parce qu'on a toujours voulu, dans toutes les considérations sur la révolution russe, unir deux choses, qu'il est en fait absolument impossible d'unir : les conseils et la « dictature du prolétariat ». Il y a en effet contradiction essentielle entre la dictature et l'idée constructive du système des conseils, si bien que leur union forcée ne pouvait engendrer autre chose que la désespérante monstruosité qu'est aujourd'hui la commissariocratie bolchevique, fatale à la révolution russe. Il ne pouvait en être autrement, car le système des conseils ne supporte aucune dictature, partant lui-même de présuppositions totalement différentes. En lui s'incarne la volonté de la base, créatrice, du peuple, alors que dans la dictature règnent la contrainte d'en haut et l'aveugle soumission aux schémas sans esprit d'un diktat : les deux ne peuvent coexister. C'est la dictature qui l'a emporté en Russie et c'est pourquoi il n'y a plus de soviets aujourd'hui dans ce pays. Ce qu'il en reste n'est plus qu'une cruelle caricature de l'idée des soviets, un dérisoire et risible produit.

L'idée des conseils, qui embrasse tout l'aspect constructif du socialisme, est l'expression la plus précise de ce que nous entendons par révolution sociale. L'idée de dictature, en revanche, est d'origine bourgeoise et n'a absolument rien de commun avec le socialisme. La première n'est pas du tout une idée neuve, qui ne nous aurait été transmise qu'avec la révolution russe, comme beaucoup le pensent. Elle s'est développée au sein de la fraction la plus avancée du mouvement ouvrier européen, lorsque la classe ouvrière organisée s'apprêtait à dépouiller les derniers restes et scories du radicalisme bourgeois et à voler de ses propres ailes, à savoir lorsque l'« Association internationale des travailleurs » fit la grande tentative de réunir les prolétaires des différents pays pour préparer et amener leur libération du joug de l'esclavage salarié.

La 1^{re} Internationale et l'idée de dictature

Bien que l'Internationale ait eu principalement le caractère d'une grande organisation syndicale, ses statuts n'en furent pas moins rédigés de manière que toutes les tendances socialistes de l'époque puissent trouver place dans ses rangs, dans la mesure où elles se déclaraient d'accord avec le but final de l'association. Que la clarté de conception et la précision dans l'expression des idées ait tout d'abord laissé beaucoup à désirer n'était que très naturel, comme on put s'en rendre compte aux congrès de Genève (1866) et de Lausanne (1867). Mais plus l'Internationale mûrissait intérieurement et s'affirmait en tant qu'organisation de combat, plus rapidement se clarifiaient les conceptions de ses adhérents. La participation pratique à la lutte quotidienne entre le capitalisme et le travail

menait tout naturellement à une compréhension plus profonde des problèmes sociaux.

Au congrès de Bâle en 1869, l'évolution interne de la grande union des travailleurs connut son apogée intellectuelle. Outre la question du sol et des biens-fonds qui l'occupa encore une fois, ce fut surtout celle des syndicats qui suscita le plus d'intérêt. Dans le rapport que le Belge HINS et ses amis présentèrent aux délégués, la question des tâches propres et de la signification des organisations syndicales était pour la première fois traitée d'un point de vue tout nouveau, qui n'était pas sans présenter toutefois quelque ressemblance avec les idées de Robert OWEN, lorsqu'il avait fondé, dans les années trente du siècle dernier, sa *Grand National Consolidated Trade Union*. On déclara clairement et sans équivoque que les syndicats n'étaient pas de simples organes provisoires, dont l'existence ne se justifiait qu'à l'intérieur de la société capitaliste et qui devraient en conséquence disparaître avec elle. Le point de vue des socialistes d'État, selon lequel l'activité syndicale ne pouvait aller au-delà de la lutte pour l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du système salarial, lutte ou elle trouvait sa fin, subit une correction essentielle. Le rapport de HINS et des camarades belges disait en effet que les organisations économiques de combat des travailleurs devaient être considérées comme les cellules de la future société socialiste et qu'il était du devoir de l'Internationale de former les syndicats dans ce but. C'est en ce sens que fut adoptée la résolution suivante :

« Le Congrès déclare que tous les travailleurs doivent s'efforcer de créer des caisses de résistance dans les différents métiers. Dès qu'un syndicat s'est créé, il convient d'en prévenir les unions du métier en question, afin que puisse être entreprise la formation d'unions nationales d'industries. Ces unions seront chargées de rassembler tout le matériel concernant leur industrie, de délibérer sur les mesures à prendre en commun et d'œuvrer pour leur réalisation, afin que l'actuel système salarial puisse être remplacé par une fédération des libres producteurs.

» Le congrès charge le conseil général d'organiser la liaison entre les syndicats des différents pays. »

Dans l'exposé des motifs du projet de résolution de la commission, HINS déclarait que « de cette double forme d'organisation en unions locales des travailleurs et unions générales d'industries naîtraient, d'une part, l'administration politique des communes et, de l'autre, la représentation générale du travail — et ce, au niveau régional, national et international. Les conseils des organisations de métiers et d'industries remplaceront le gouvernement actuel et cette représentation du travail remplacera une fois pour toutes les vieux systèmes politiques du passé. »

Cette féconde idée nouvelle était née de la compréhension de ce que chaque nouvelle forme économique de l'organisation sociale devait également engendrer une nouvelle forme de l'organisation politique, bien plus, qu'elle n'était vraiment réalisable que dans le cadre de cette dernière. C'est pour cette raison que le socialisme devait tendre à une forme d'expression propre, que l'on crut avoir trouvée dans le système des conseils du travail.

Les travailleurs des pays latins, où l'Internationale avait alors ses principaux soutiens, développèrent leur mouvement sur la base de l'organisation de combat économique et des groupes de propagande socialiste, œuvrant dans le sens des décisions du congrès de Bâle. Reconnaisant dans l'État l'agent politique et le défenseur des classes possédantes, ils ne recherchèrent pas la conquête du pouvoir politique, mais l'écrasement de l'État et la suppression du pouvoir politique sous toutes ses formes, dans lequel ils voyaient avec un

instinct sûr la condition première de toute tyrannie et de toute exploitation. Aussi ne songèrent-ils pas à imiter la bourgeoisie et à fonder un parti politique, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle classe de politiciens de métier. Leur but était la conquête de l'atelier, de la terre et du sol, et ils se rendaient fort bien compte que ce but les séparait fondamentalement de l'activité politique (de la « politique ») de la bourgeoisie radicale, toute entière axée sur la conquête du pouvoir gouvernemental. Ils comprenaient que le monopole du pouvoir devait tomber en même temps que celui de la propriété et que c'est l'ensemble de la vie sociale qui devait être construit sur de nouvelles bases. Ayant reconnu que la domination de l'homme sur l'homme avait fait son temps, ils cherchaient à se familiariser avec l'idée de l'administration des choses.

Ainsi opposait-on à la politique d'État des partis la politique économique du travail. On avait compris que c'est dans les entreprises et les industries elles-mêmes qu'une réorganisation de la société dans le sens socialiste devait être entreprise et c'est de l'assimilation de cette idée que naquit celle des conseils. Dans les réunions, les journaux et les brochures de l'aile libertaire de l'Internationale, rassemblée autour de Bakounine et de ses amis, ces idées trouvèrent clarification et approfondissement. Elles furent développées de manière particulièrement claire aux congrès de la Fédération espagnole où apparurent les termes de *Juntas y consejos del trabajo* (communes et conseils du travail).

Les conceptions opposées de Marx-Engels et de Bakounine

La tendance libertaire dans l'Internationale comprenait parfaitement que le socialisme ne peut être dicté par aucun gouvernement, qu'il doit au contraire se développer organiquement et de bas en haut à partir et au sein des masses travailleuses et que les travailleurs eux-mêmes doivent prendre en main l'administration de la production et de la distribution. C'est cette idée qu'ils opposèrent au socialisme d'État des politiciens socialistes de parti et ces contradictions internes entre centralisme et fédéralisme, ces deux conceptions opposées du rôle de l'État comme facteur de transition au socialisme, constituèrent le point central de la querelle entre BAKOUNINE et ses amis, et MARX et le conseil général de Londres, qui devait se terminer par la scission de la grande union des travailleurs. Il ne s'agissait pas là d'oppositions personnelles, bien que MARX et ENGELS n'aient presque uniquement employé contre les bakouninistes que les mises en suspicion personnelles les plus odieuses, mais de deux conceptions différentes du socialisme et, plus particulièrement, de deux voies d'accès différentes au socialisme. MARX et BAKOUNINE ne furent que les deux plus éminents représentants dans cette lutte pour des principes fondamentaux, le différend aurait surgi aussi sans eux. Ce n'est donc pas en tant qu'opposition de deux hommes, ou la question s'épuiserait, mais de deux courants d'idées, qu'il avait et conserve encore aujourd'hui son importance.

Pendant les cruelles persécutions du mouvement ouvrier dans les pays latins, qui commencèrent en France après la défaite de la Commune de Paris et s'étendirent à l'Espagne et à l'Italie au cours des années suivantes, l'idée des conseils dut par la force des choses passer à l'arrière-plan, toute propagande publique étant interdite et les travailleurs devant concentrer toutes leurs forces, dans leurs groupes illégaux, à la défense contre la réaction et au soutien de ses victimes. Mais elle connut un renouveau de vie avec le développement du syndicalisme révolutionnaire ; c'est surtout pendant la grande période d'activité des syndicalistes français de 1900 à 1907, que l'idée des conseils

fut clarifiée, précisée et développée. Un coup d'œil sur les écrits de PELLOUTIER, POUGET, GRIFFUELHES, MONATTE, YVETOT et de beaucoup d'autres — je ne parle pas ici de purs théoriciens comme Lagardelle, qui ne participèrent jamais activement à la pratique du mouvement — suffit pour se convaincre que, pas plus en Russie que dans aucun autre pays, la conception du système conseilliste ne fut jamais enrichie d'une quelconque idée nouvelle que les porte-parole du syndicalisme révolutionnaire n'aient déjà développée 15 ou 20 ans auparavant.

On ne voulait d'ailleurs à cette époque, dans le camp des partis socialistes ouvriers, rien savoir de ce système et la grande majorité de ceux qui, aujourd'hui — principalement en Allemagne —, se prétendent partisans décidés de l'idée des conseils, n'avaient alors que dédain et mépris pour cette « dernière incarnation de l'utopie », les bolcheviks ne faisant pas le moins du monde exception à cette règle générale. Si l'on est aujourd'hui obligé de tirer sa révérence à l'idée socialiste libertaire et syndicaliste des conseils, c'est à la fois un signe important des temps et un nouveau point de départ du mouvement ouvrier international. L'« utopie » s'est avérée plus forte que la « science ».

CHAPITRE VII

L'idée de dictature, héritage de la bourgeoisie

Il est incontestable que l'idée des conseils est un produit naturel du socialisme libertaire, qui s'est peu à peu développé au sein du mouvement ouvrier révolutionnaire et, à vrai dire, en opposition à toutes les traditions de l'idéologie bourgeoise et de sa conception de l'État, on ne peut en dire autant de celle de la dictature.

L'idée de dictature n'a pas son origine dans le fond d'idées socialistes. Loin d'être le fruit du mouvement ouvrier, c'est un funeste héritage de la bourgeoisie, dont on a voulu faire bénéficier le prolétariat. Elle est étroitement liée à la recherche du pouvoir politique, issue elle aussi des partis politiques bourgeois.

La dictature est une forme spéciale du pouvoir d'État, à savoir l'État sous le règne de l'état de siège. Comme tous les autres partisans de l'idée d'État, les porte-parole de la dictature partent du préjugé que l'on peut dicter et imposer d'en haut au peuple ce qui est prétendument « bien » et provisoirement nécessaire. *Ce préjugé, à lui seul, fait déjà de la dictature un obstacle majeur à la révolution sociale, dont l'élément vital propre est l'initiative directe et la participation constructive des masses. La dictature est la négation du devenir organique, de la construction naturelle du bas vers le haut, l'affirmation que le peuple est mineur et la mise sous tutelle des masses par la violence d'une petite minorité. Ses partisans, même animés des meilleures intentions, seront toujours poussés par la logique de fer des choses dans le camp du despotisme le plus extrême.*¹³

BAKOUNINE l'avait déjà fort justement vu, lorsqu'il écrivait par exemple :

« La raison principale pour laquelle toutes les autorités révolutionnaires d'État du monde ont toujours aussi peu fait avancer la révolution doit être recherchée dans le fait qu'elles ont toujours voulu le faire de leur propre autorité et par leur propre pouvoir. Aussi n'ont-elles jamais pu obtenir que deux résultats : elles ont été, en premier lieu, obligées de limiter à l'extrême l'action révolutionnaire, car il est évidemment impossible aux dirigeants révolutionnaires, même les plus intelligents, les plus énergiques et les plus sincères, d'embrasser d'un seul coup d'œil tous les problèmes et tous les intérêts, et parce que toute dictature — que ce soit celle d'un individu ou celle d'un comité révolutionnaire — ne peut nécessairement être que très bornée et aveugle, n'étant en mesure ni de pénétrer à fond la vie du peuple ni de la saisir dans toute son étendue, comme le navire le plus puissant ne peut mesurer toute la largeur et la profondeur de la mer. En deuxième lieu, parce que toute action qui est imposée au peuple par un pouvoir officiel et des lois édictées en haut éveille obligatoirement dans les masses un sentiment d'indignation et de réaction. »

Les leçons de la Révolution française

L'inlassable dénigrement par LÉNINE et ses partisans de toutes les tendances socialistes

¹³ Souligné par l'auteur. (N.D.E.)

qui ne leur conviennent pas comme « petites-bourgeoises » rend un son carrément comique, venant de gens qui sont, quant à eux, restés plongés jusque par-dessus la tête et sans espoir dans les eaux de l'idéologie politique de la petite-bourgeoisie ! C'est par exemple au parti petit-bourgeois des jacobins que nos socialistes d'État ont emprunté l'idée de dictature, ce même parti qui a traité de crime toute grève et interdit sous peine de mort les organisations syndicales. SAINT-JUST et COUTHON furent ses porte-parole les plus énergiques et ROBESPIERRE agit sous leur influence, après avoir rejeté quelque temps cette idée, et, en vérité, par peur que BRISSOT ne devienne dictateur. MARAT lui-même flirta beaucoup avec l'idée de dictature, bien qu'il en vît clairement le danger et demanda en conséquence un dictateur « avec un boulet au pied ».

La représentation fautive et unilatérale que donnent de la révolution française les historiens bourgeois radicaux a fortement influencé la plupart des socialistes et grandement contribué à conférer à la « dictature des jacobins » une auréole encore renforcée par l'exécution de ses principaux chefs. La plupart des hommes n'ont en effet que trop tendance à tomber dans un culte des martyrs, qui les rend incapables de critiquer les personnes et les actes. Louis BLANC, plus que tout autre, a contribué avec sa grosse *Histoire de la révolution* à cette glorification sans aucun esprit critique du jacobinisme.

Devant les grandes conquêtes révolutionnaires, l'abolition du système féodal et de la monarchie absolue, que les historiens se sont plus à présenter comme l'œuvre des jacobins et de la « Convention révolutionnaire », naquit au cours du temps une conception totalement fautive de l'histoire de la Révolution. Nous savons aujourd'hui que la description généralement reçue de la Grande Révolution¹⁴ repose sur une méconnaissance complète des faits historiques, que ses conquêtes véritables et impérissables sont uniquement dues à la révolte des paysans et des prolétaires des villes et ce, contre la volonté de l'Assemblée nationale, puis de la Convention. Les jacobins et la Convention s'opposèrent toujours, et de la manière la plus énergique, aux innovations radicales, jusqu'à ce que, placés devant des faits accomplis, ils ne puissent maintenir leur opposition. Ainsi l'abolition du système féodal est-elle due uniquement aux soulèvements ininterrompus des paysans, que les partis politiques avaient déclarés hors-la-loi et poursuivaient de façon très rigoureuse. En 1792, encore, l'Assemblée nationale confirmait le système féodal et ce n'est qu'en 1793, après que les paysans aient arraché leurs droits de haute lutte, que la Convention sanctionna l'abolition des droits féodaux. Et il en fut de même avec l'abolition de la monarchie.

Les premiers fondateurs d'un mouvement socialiste populaire en France provenaient du camp jacobin et il n'est que naturel qu'il leur soit resté quelques marques de leur passé. En fondant la Conjuración des Égaux, BABEUF, DARTHÉ, BUONAROTTI, etc., se proposaient de transformer, par une dictature révolutionnaire, la France en un État communiste agraire. En tant que communistes, ils avaient reconnu que les idéaux de la Grande Révolution, comme ils les comprenaient, ne pouvaient être réalisés que par la solution de la question économique. Mais, en tant que jacobins, ils croyaient que ce but ne pouvait être atteint qu'au moyen d'un gouvernement doté de pouvoirs extraordinaires. La croyance en la toute-puissance de l'État, qui avait trouvé sa forme extrême dans le jacobinisme, leur était devenue trop personnelle pour qu'ils puissent seulement percevoir une autre voie.

14 Louis Blanc, *Histoire de la Révolution*, Paris, 1847 (NDE)

Babeuf et ses camarades moururent pour leurs convictions, mais leurs idées restèrent vivantes dans le peuple et trouvèrent sous LOUIS-PHILIPPE asile dans les sociétés secrètes babouvistes. Des hommes comme BARBÈS et BLANQUI œuvrèrent dans leur sens, cherchant à établir une « dictature du prolétariat » pour réaliser les buts de leur communisme d'État.

C'est à ces hommes que MARX et ENGELS ont emprunté l'idée de dictature du prolétariat, formulée par exemple dans le *Manifeste communiste*. Eux aussi n'entendaient pas par là autre chose que l'établissement d'un pouvoir central fort, qui aurait pour tâche de briser définitivement, par des lois coercitives et radicales, la domination de la bourgeoisie, de préparer et d'accomplir la transformation de la société dans le sens socialiste.

Marx et Engels, également passés du camp de la démocratie bourgeoise au socialisme, étaient profondément imprégnés des traditions jacobines. De plus, le mouvement socialiste de cette époque, pas encore assez développé — à l'exception de Proudhon et de ses amis — pour se tracer son propre chemin, restait ainsi plus ou moins dépendant des traditions bourgeoises. C'est seulement avec le développement du mouvement ouvrier à l'époque de l'Internationale que vint le moment où les socialistes furent en état de se dépouiller des derniers restes de ces traditions pour marcher totalement à leur propre pas.

Conquête ou destruction de l'État

L'idée des conseils fut le dépassement pratique de l'idée d'État et de politique du pouvoir, sous quelque forme que ce soit ; en tant que telle, elle s'oppose directement à toute dictature, qui non seulement veut sauvegarder l'instrument du pouvoir des classes dominantes, c'est-à-dire l'État, mais encore et bien plus, aspire au développement maximum de sa puissance.

Les pionniers du système des conseils avaient fort bien compris qu'en même temps que l'exploitation de l'homme par l'homme devait aussi disparaître la domination de l'homme sur l'homme. Ils savaient également que l'État, cette incarnation de la violence organisée des classes possédantes, ne pourrait jamais être transformé en un instrument de libération du travail. En conséquence, ils étaient d'avis que la destruction du vieil appareil d'État devait constituer la tâche principale de la révolution sociale, et cela afin de rendre impossible toute nouvelle forme d'exploitation. Aux fameux congrès de La Haye, en 1872, le porte-parole de la minorité fédéraliste, James Guillaume, exprima clairement cette idée, en opposant à la conquête du pouvoir politique l'exigence fondamentale de sa destruction totale.

Que l'on ne nous objecte pas que la dictature du prolétariat est un cas tout à fait particulier, que l'on ne peut comparer avec aucune autre dictature puisqu'il s'agit de la dictature d'une classe. Cette interprétation sophistiquée n'est qu'un moyen subtil de tromper les nigards sur le vrai caractère de la chose. Quelque chose comme la dictature d'une classe est absolument impensable, puisqu'il ne s'agit en fin de compte que de la dictature d'un certain parti, qui prétend parler au nom d'une classe, comme la bourgeoisie justifiant au nom du peuple ses actes les plus despotiques.

C'est précisément au sein de tels partis, qui accèdent pour la première fois au pouvoir,

que la prétention à l'infaillibilité des individus est particulièrement développée et ses conséquences particulièrement funestes. Le parvenu du pouvoir est en règle générale encore plus repoussant et dangereux que le parvenu de la richesse.

L'exemple russe est sur ce point un exemple modèle. On ne peut déjà même plus parler dans son cas de la dictature d'un parti, mais tout au plus de celle d'une poignée d'hommes, sur lesquels le parti lui-même n'a aucune influence. L'immense majorité du peuple russe est hostile à la domination de cette oligarchie, qui a même depuis longtemps perdu toute la sympathie dont elle jouissait dans la grande majorité de la classe ouvrière. Si les ouvriers russes — je m'abstiens volontairement de parler ici des paysans, leur hostilité au gouvernement soviétique étant généralement connue — étaient aujourd'hui en mesure de procéder à des élections libres aux soviets, le règne des bolcheviks dans son ensemble s'écroulerait en quelques heures comme un château de cartes. Ce n'est pas la volonté d'une classe qui s'exprime aujourd'hui en Russie dans la fameuse « dictature du prolétariat », mais simplement la force des baïonnettes. Sous la « dictature du prolétariat », la Russie s'est transformée en une immense prison, où toute trace de liberté a été systématiquement effacée, sans que l'on se soit pour autant rapproché des buts initiaux de la révolution. Au contraire : on s'en est toujours plus éloigné et, en vérité, dans la mesure même où le pouvoir de la nouvelle aristocratie s'est accru et où l'initiative révolutionnaire du peuple s'est étouffée. On en est arrivé aujourd'hui au point de renoncer définitivement aux prétendus buts de 1917 et de repasser avec armes et bagages dans le camp capitaliste. Certes, on fait tout ce que l'on peut pour dissimuler la grande retraite derrière toute sorte de finesses dialectiques - quel général battu n'en fait autant ? — mais les plus complaisants artifices sophistiqués de Lénine et de Radek ne sont plus aujourd'hui en mesure de tromper sur les faits les plus simples. La fameuse « dictature du prolétariat » a non seulement fait du travailleur russe le plus asservi des esclaves, mais elle a aussi ouvert la voie à une nouvelle domination de la bourgeoisie.

CHAPITRE VIII

De la nature de l'État

Quelques mois avant que n'éclate la révolution d'Octobre 1917, LÉNINE écrivit son célèbre ouvrage *l'État et la Révolution*, qui représente un curieux mélange d'idées marxistes et apparemment anarchistes. Il cherche à établir, au moyen de preuves soigneusement choisies, que MARX et ENGELS ont toujours préconisé la suppression de l'État et n'ont prétendu se servir de la machine d'État que pendant la période de transition révolutionnaire, où la société passe du capitalisme au socialisme. En même temps, il attaque KAUTSKY, PLEKHANOV et ceux qu'il appelle les « opportunistes » du socialisme marxiste moderne de la manière la plus dure, leur reprochant d'avoir volontairement falsifié l'enseignement des deux maîtres, en cachant aux travailleurs leur conception de l'État et de son rôle dans la phase de la dictature prolétarienne. Nous ne voulons pas soumettre ici cette affirmation de LÉNINE à un examen approfondi, mais seulement faire remarquer que beaucoup de ses arguments sont franchement tirés par les cheveux. Il ne serait pas difficile d'opposer à sa moisson de citations tirées des œuvres de MARX et d'ENGELS au moins autant d'autres passages, qui prouvent exactement le contraire de ce qu'il se proposait de démontrer, mais de tels commentaires sont en règle générale de fort peu d'importance, car il ne s'agit pas, en fin de compte, de savoir ce que MARX ou tel autre ont dit ou écrit à telle ou telle époque de leur vie, mais bien ce qui a été confirmé ou réfuté par l'expérience pratique. C'est cela et cela seulement l'important, tout le reste au fond s'équivaut, comme ces fameux commentaires que d'astucieux théologiens faisaient de l'*Apocalypse*.

Dans *l'État et la Révolution*, LÉNINE explique clairement que « la différence entre marxistes et anarchistes consiste en ce que les premiers s'assignent certes comme but la suppression complète de l'État, mais estiment qu'elle n'est réalisable qu'après celle des classes par la révolution socialiste, comme résultat de l'introduction du socialisme, qui conduit au dépérissement de l'État ; tandis que les seconds exigent la suppression totale de l'État, du jour au lendemain sans saisir les conditions de sa réalisation ».

Cette déclaration a incité un grand nombre d'anarchistes à voir en LÉNINE et son parti de proches compagnons de lutte ; beaucoup d'entre eux consentirent même, par-dessus le marché, à la fameuse « dictature du prolétariat », puisqu'il ne s'agissait prétendument là que d'une forme de transition qui ne pouvait être évitée, « dans l'intérêt même de la Révolution ». On ne voulait ou ne pouvait simplement pas comprendre qu'il y a déjà précisément un grand danger dans l'idée de la nécessité de la dictature comme phase de transition inévitable.

La commissariocratie, nouvelle classe

C'est employer vraiment une logique tout à fait particulière que d'affirmer la nécessité de l'État aussi longtemps que les classes n'auront pas été supprimées. Comme si l'État n'avait pas toujours été lui-même générateur de nouvelles classes, comme s'il n'incarnait pas, précisément et par essence, la perpétuation des différences de classes. Cette incontestable vérité, toujours confirmée au cours de l'histoire, s'est pour la première fois

accomplie avec l'expérience bolchevique en Russie, si bien qu'il faut être frappé de la plus incurable cécité pour méconnaître l'énorme importance de cette toute dernière leçon. Sous la « dictature du prolétariat » s'est effectivement développée en Russie une nouvelle classe, celle des membres de cette commissariocratie que la majorité de la population considère et subit aujourd'hui comme d'aussi évidents oppresseurs qu'autrefois les représentants de l'Ancien Régime. Ils mènent, en effet, la même existence inutile et parasitaire que leurs prédécesseurs sous la domination tsariste, ils ont accaparé les meilleurs logements et sont abondamment pourvus de tout, tandis que la grande masse du peuple continue à souffrir de la faim et d'une terrible misère. De plus, ils ont poussé à la limite toutes les habitudes tyranniques des anciens dirigeants et pèsent sur la masse du peuple comme un véritable cauchemar. Un nouveau mot a ainsi pu être forgé par la langue populaire, très caractéristique de la situation actuelle dans l'empire de Lénine, celui de « bourgeois soviétique » ; ce terme, employé couramment dans les milieux ouvriers russes, montre clairement ce que le peuple pense du joug imposé par cette nouvelle caste de maîtres, qui exerce le pouvoir en son nom.

Devant ces faits cruels, l'affirmation de LÉNINE, selon laquelle l'État doit subsister aussi longtemps que les classes elles-mêmes, semble n'être autre chose qu'une mauvaise plaisanterie. En réalité, il en va bien autrement : l'appareil du pouvoir d'État ne peut que créer de nouveaux privilèges et protéger les anciens. Telle est sa caractéristique et tout le contenu de son être, qu'il déploie ses activités sous la bannière du tsarisme ou sous la « dictature du prolétariat ». On ne peut pas plus trouver des raisins sur les chardons que l'on ne peut transformer l'instrument de la domination de classe et des monopoles en un instrument de libération du peuple.

Dans son brillant essai sur l'État moderne, KROPOTKINE fait la profonde remarque suivante :

« Celui qui se réclame d'une institution, qui représente un produit historique, qu'elle serve à détruire les privilèges dont elle a elle-même permis le développement, avoue par-là même son incapacité à comprendre ce qu'est un produit historique dans la vie des sociétés. Il méconnaît ainsi la règle fondamentale de toute la nature organique, à savoir que de nouvelles fonctions exigent de nouveaux organes, quelles doivent se créer elles-mêmes. Il avoue de plus par là même qu'il est d'un esprit trop paresseux et trop timoré pour penser dans la nouvelle voie ouverte par le nouveau développement. »

Ces paroles contiennent une des vérités les plus profondes de notre temps et dénoncent en même temps une des infirmités intellectuelles les plus graves dont souffre aujourd'hui la culture humaine.

Les institutions occupent dans la vie des sociétés la même place que les organes chez les animaux ou les végétaux : elles sont les organes du corps social. Ceux-ci ne naissent pas arbitrairement, mais selon certaines nécessités du milieu. L'œil d'un poisson des eaux profondes n'a pas, par exemple, la même constitution que celui d'un mammifère terrestre, car il doit répondre à de tout autres exigences. Des conditions de vie différentes créent des organes différents, mais l'organe ne remplit toujours qu'une fonction précise, en vue de laquelle il s'est développé, et il dépérit de nouveau lentement, devenant rudimentaire, lorsque l'organisme n'exige plus l'accomplissement de cette fonction. Jamais un organe ne se charge d'une fonction qui ne correspond pas à sa nature propre.

Comment naquit l'État moderne

Il en est de même des institutions sociales. Elles non plus ne naissent pas arbitrairement, mais sont créées par des nécessités sociales précises et en vue d'un but précis. Ainsi l'État moderne s'est-il développé lorsque la division en classes et l'économie monopoliste firent des progrès de plus en plus grands au sein du vieil ordre social. Les classes possédantes nouvellement apparues avaient besoin d'un instrument de pouvoir pour maintenir leurs privilèges économiques et sociaux sur les larges masses du peuple. Ainsi naquit et se développa peu à peu l'État moderne — organe des classes privilégiées pour le maintien des masses dans leur état d'infériorité et d'oppression. Cette tâche était son contenu essentiel et la seule raison de son existence. Il lui est toujours resté fidèle, car il ne pouvait faire autrement que de lui rester fidèle, sous peine de n'être plus lui-même. Ses formes ont certes varié au cours de l'évolution historique, mais sa fonction est restée la même, elle s'est même continuellement élargie et ce, dans la mesure où il soumettait des secteurs de la vie sociale de plus en plus nombreux à son pouvoir. Qu'il se nomme république ou monarchie, qu'il s'organise sur la base d'une constitution ou de l'autocratie, sa mission historique ne varie pas. Et tout comme on ne peut changer arbitrairement les fonctions d'un organe du corps d'un animal ou d'une plante, tout comme on ne peut à sa guise entendre avec les yeux et voir avec les oreilles, de même n'est-il pas possible de transformer un organe d'oppression en un organe de libération des opprimés. L'État ne peut être que ce qu'il est, le défenseur des privilèges et de l'exploitation des masses, le générateur de classes nouvelles et de nouveaux monopoles. Qui méconnaît ce rôle de l'État ne comprend rien à la nature de l'ordre social actuel et sera incapable de montrer à l'humanité les nouveaux horizons de son développement.

Les bolcheviks, en instaurant la « dictature du prolétariat » en Russie, ont non seulement repris l'appareil d'État de l'ancienne société, mais ils l'ont aussi doté d'une perfection dans la puissance telle qu'aucun autre gouvernement au monde n'en possède. Ils lui ont soumis tous les secteurs de la vie publique et confié l'organisation entière de l'économie. Ils ont impitoyablement opprimé tout ce qui pouvait leur faire obstacle, éliminé toute pensée et tout sentiment dans les masses, créant ainsi la bureaucratie la plus redoutable que le monde ait connue. Le mot célèbre du jacobin SAINT JUST, d'après lequel la tâche du législateur est d'éliminer la conscience privée et d'apprendre au citoyen à penser conformément à la raison d'État, n'avait jamais été, avant la « dictature du prolétariat » en Russie, traduit à un tel degré dans la réalité. Toute opinion désagréable aux dictateurs est, depuis des années déjà, étouffée, les simples moyens techniques de s'exprimer lui manquant : seulement ce qui est écrit dans le sens de la raison d'État bolchevique est, en effet, transmis au peuple par la presse d'État.

Dans ses thèses bien connues sur « démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne », LÉNINE essaie de justifier la répression de la liberté de réunion en Russie, en se référant aux révolutions anglaise et française, pendant lesquelles il ne fut pas non plus permis aux éléments monarchiques de se réunir publiquement et d'exprimer leur opinion. Cette référence n'est tout simplement qu'un camouflage des faits réels. En Angleterre comme en France, la jeune république menait une lutte à mort contre ses adversaires monarchistes : qu'elle ait été obligée, dans un combat où il y allait de sa vie, de réprimer ses ennemis les plus notoires par tous les moyens, est facilement compréhensible et justifié à tout point de vue, car il s'agissait là d'un impératif dicté par la plus élémentaire autodéfense. En Russie, au contraire, on n'opprime pas seulement les partisans de l'Ancien Régime, *mais aussi toutes les tendances révolutionnaires et socialistes, dont les partisans ont aidé à*

renverser l'autocratie et toujours exposé leur vie lorsqu'il s'est agi de s'opposer aux tentatives contre-révolutionnaires. Telle est l'importante différence, que LÉNINE dissimule volontairement, pour ne pas indisposer ses partisans hors de Russie (dans la mesure où ils ne sont pas allemands, car il n'a guère à craindre de désaccord de ceux-ci, étant donné leur sens acquis et militaire de l'« ordre »).

On peut en dire autant de toutes les déclarations de LÉNINE sur la liberté de la presse. Quand il affirme, par exemple, dans l'écrit cité, que « la prétendue liberté de la presse dans les États démocratiques n'est qu'une tromperie, aussi longtemps que les meilleures imprimeries et les plus importants stocks de papier se trouvent entre les mains des capitalistes », il ne fait que parler à côté du sujet. Cette opinion sur la liberté de la presse dans les États capitalistes est en effet une vérité fort banale, que tout socialiste a comprise depuis beau temps. En revanche, il ne dit pas qu'en Russie soviétique les conditions d'existence de la presse révolutionnaire et socialiste sont mille fois pires que dans n'importe quel État capitaliste. Là, les capitalistes disposent certes, comme il le remarque très justement, des meilleures imprimeries et des plus gros stocks de papier, mais *en Russie « communiste », c'est l'État qui dispose de toutes les imprimeries et de tout le papier, étant ainsi en mesure d'étouffer toute opinion, c'est-à-dire non seulement celle des réactionnaires, mais aussi toute opinion authentiquement révolutionnaire et socialiste qui déplaît à ses représentants. Et c'est bien là que gît le lièvre : à l'époque des révolutions anglaise et française, on interdisait les manifestations écrites et orales des monarchistes et non pas toute expression de l'opinion des différentes tendances révolutionnaires, bien qu'elles ne fussent très souvent pas du tout du goût du gouvernement. Voilà pourquoi les explications de Lénine, qui passent à côté de la question elle-même et taisent précisément le point important, ne peuvent qu'induire en erreur.*

Dans les États capitalistes, la libre expression des opinions, par l'écrit et la parole, est naturellement très réduite, mais en Russie, sous la prétendue « dictature du prolétariat », elle n'existe pas du tout. Voilà la différence. Et le résultat ? Une faillite complète de la dictature, en ce qui concerne tout au moins la préparation et la réalisation du socialisme — une capitulation sans espoir devant ce même capitalisme que l'on voulait prétendument anéantir.

CHAPITRE IX

De l'essence de la révolution populaire : liberté et socialisme

On a bien souvent expliqué que la funeste guerre, qui n'a pas laissé un instant de répit à la Russie pendant des années, avait beaucoup contribué à créer cet état désespéré de la situation intérieure. Il n'y a pas de doute que cette affirmation contient une bonne part de vérité, sur laquelle KROPOTKINE lui-même a attiré l'attention dans son « Message aux travailleurs occidentaux ». Reconnaître ce fait ne doit cependant pas nous amener à méconnaître la cause plus profonde des choses. Sans la guerre, les bolcheviks auraient difficilement pu lâcher de telle manière la bride à leurs envies dictatoriales, et rencontré sans aucun doute plus de résistance de la part du peuple. Ils n'auraient pas eu non plus la possibilité de justifier moralement par la gravité de la situation du pays toute nouvelle limitation de la liberté. Leur politique n'en aurait pas moins été un danger permanent pour la révolution, restant guidée par des hypothèses contraires de la manière la plus élémentaire à la nature même de toute révolution sociale.

En successeurs attardés des jacobins, ils partent en effet de cette idée que l'on doit imposer d'en haut, aux masses, tout renouvellement social. N'ayant aucune confiance dans les forces constructives et la capacité du peuple, leur attitude hostile envers toute initiative venue d'en bas et ne portant pas le sceau de leur propre politique de parti s'explique très bien. C'est aussi pour cette raison que toutes les institutions et associations créées directement par les masses ouvrières et paysannes leur déplaisent tant et l'on peut ainsi comprendre qu'ils fassent tout leur possible pour en limiter toujours l'indépendance et les soumettre, à la première occasion, à l'autorité centrale du parti, comme ce fut le cas avec les soviets comme avec les syndicats. D'autres organisations, comme par exemple les coopératives, ont été aussi totalement détruites ; les bolcheviks cherchent certes aujourd'hui à les rebâtir, mais naturellement sous la direction de l'État, afin qu'elles facilitent, comme l'explique Lénine lui-même, « les rapports entre l'État et le capitalisme et rendent possible un meilleur contrôle ».

C'est par cette méfiance profondément enracinée envers toutes les tentatives de la base que s'explique enfin la prédilection vraiment fanatique des bolcheviks pour les décrets. C'est le fétiche de leur art de gouverner, qui remplace chez ses représentants les actions révolutionnaires du peuple lui-même. Ainsi est née cette monstrueuse épidémie de « décrets révolutionnaires » et d'ordonnances qui suffoquerait même le juriste le plus matois, tellement caractéristique de l'état actuel des choses en Russie. Bien que l'on sache que quatre-vingt-dix-neuf pour cent de tous ces décrets se perdent rien qu'en parcourant les innombrables bureaux, le flot de papier n'en croît pas moins chaque jour. Aucun gouvernement n'a encore mis au monde autant de décrets et d'ordonnances que le gouvernement bolchevique : si l'on pouvait sauver le monde avec des décrets, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus aucun problème en Russie.¹⁵

15 LÉNINE lui-même comprend aujourd'hui que le temps des décrets est passé, comme le montrent ses déclarations au IIe congrès pour l'éducation politique : « Tout le monde voit le grand tournant opéré par le gouvernement soviétique et le parti communiste avec le passage à la Nouvelle Politique économique, qui contient essentiellement plus d'éléments anciens que notre politique économique précédente. C'est l'impôt en nature qui y remplace désormais la

On ne peut ici que se rappeler les merveilleuses paroles de BAKOUNINE :

« Je suis avant tout catégoriquement opposé à une révolution accomplie par décrets, qui n'est autre que la suite et l'application de l'idée d'un "État révolutionnaire", c'est-à-dire de la réaction sous le masque de la révolution. À la méthode des décrets révolutionnaires, j'oppose celle des faits révolutionnaires, la seule efficace, logique et vraie. La méthode autoritaire, qui veut imposer aux hommes la liberté et l'égalité d'en haut, détruit en fait ces dernières. La méthode d'action anarchiste provoque les faits, les "éveillant" de manière infaillible et en dehors de toute ingérence d'un quelconque pouvoir officiel et autoritaire. La première méthode, celle de "l'État révolutionnaire", conduit forcément au triomphe final de la réaction ouverte, la seconde réalise la révolution sur une base naturelle et inébranlable. »

BAKOUNINE avait-il pressenti que l'Histoire lui donnerait raison d'une manière aussi tragique ? Il est difficile de le croire.

Révolution bourgeoise ou révolution des masses

Seul un homme méconnaissant aussi totalement les forces créatrices latentes au sein du peuple que Lénine a pu taxer la liberté de « préjugé bourgeois ». La manie marxiste de ne voir dans toutes les révolutions du passé que des manifestations de la bourgeoisie

réquisition. La délivrance de concessions aux capitalistes étrangers et aux fermiers capitalistes est dans une certaine mesure une restauration du capitalisme. Il s'agit seulement de savoir qui la paysannerie suivra : le prolétariat, qui s'efforce de construire la société socialiste, ou le capitalisme (la vie capitaliste), qui est en soi plus facile. Dans ce combat, le gouvernement prolétarien doit rechercher une amélioration économique du niveau de vie de la population et s'appuyer sur le prolétariat, qui croît parallèlement à la restauration de l'industrie. Ainsi se pose la question : les capitalistes réussiront-ils à s'organiser plus tôt et les communistes renonceront-ils, ou le gouvernement prolétarien, appuyé sur la paysannerie, se montrera-t-il capable de maintenir les capitalistes à distance convenable, créant ainsi un capitalisme soumis à l'État et à son service ? Ce combat sera plus dur, plus impitoyable que celui contre KOLTCHAK et DENIKINE, car maintenant l'ennemi ne se montre pas à visage découvert, mais se tient invisible dans nos rangs mêmes. Pour vaincre, nous devons organiser les petits paysans, développer leurs forces productives et les protéger de tout notre pouvoir, sinon les capitalistes les mettront sous leur dépendance. C'est de cela que dépend l'issue de ce combat. Dans un pays appauvri comme le nôtre, le combat entre le socialisme naissant et le développement capitaliste est une question de vie ou de mort, dans laquelle toute sentimentalité est interdite. Les capitalistes russes, les concessionnaires étrangers et leurs fermiers vont maintenant empocher des gains de cent pour cent. Laissez-les s'enrichir, mais apprenez d'eux l'économie, car vous ne construirez pas autrement une république communiste viable. Le temps de l'apprentissage est dur et difficile et pourtant il n'y a pas d'autre issue, car la technique des gros industriels est supérieurement puissante. Le temps des décrets et des manifestes est passé. Nous devons maintenant acquérir de l'expérience politique et travailler pratiquement. Ou bien les conquêtes politiques du pouvoir soviétique sont condamnées à disparaître, ou bien nous devons leur assurer une base économique sûre. Nous devons également atteindre un certain niveau de formation, pour pouvoir lutter avec succès contre ces deux maux traditionnels en Russie : la bureaucratie et la corruption. Nous avons trois ennemis principaux à combattre : la suffisance communiste, cette croyance en la possibilité de tout pouvoir régler par la simple publication de décrets, sans que jamais leur contenu soit réalisé dans la vie pratique, l'ignorance et la corruption ».

devait évidemment l'amener à une telle conception. Cette conception est cependant tout à fait trompeuse.

Aussi bien dans la Révolution anglaise que dans la Grande Révolution française, on peut nettement distinguer deux courants : la révolution populaire et le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie. Dans les principaux événements de la révolution, ces deux courants vont souvent dans le même sens, chacun d'eux n'en poursuivant pas moins ses buts propres. Sans la révolution populaire, c'est-à-dire sans ce mouvement grandiose des paysans et de la population prolétarienne des villes, le système féodal et la monarchie absolue n'auraient jamais pu être abattus en France. Le but initial de la bourgeoisie était une monarchie constitutionnelle sur le modèle anglais, doublée d'un modeste allègement des charges féodales. Elle se serait tout à fait satisfaite de partager le pouvoir avec l'aristocratie, tous les autres buts plus lointains ne la préoccupaient pas le moins du monde et le mot de Camille DESMOULINS suivant lequel « il n'y avait pas une douzaine de républicains à Paris avant 1789 » décrit on ne peut plus justement le véritable état de choses. Ce furent les soulèvements des paysans et des prolétaires des villes qui poussèrent la révolution de l'avant et furent de ce fait combattus avec la plus grande énergie par la bourgeoisie. Ce fut la révolution populaire qui abolit le système féodal et détruisit la monarchie absolue, malgré la résistance que lui opposa la bourgeoisie. Si cette dernière l'emporta en fin de compte et put prendre le pouvoir en main, cela ne prouve absolument pas que la révolution en elle-même ait eu un caractère bourgeois. Il suffit de rappeler le mouvement des Enragés et la conjuration de BABEUF pour se convaincre que, dans les profondeurs du peuple, furent à l'œuvre des forces que l'on ne peut certainement pas qualifier de bourgeoises.

La bourgeoisie fut obligée par la révolution des masses, et contre elle, de porter ses buts plus loin qu'elle ne l'avait voulu au départ, de garantir par exemple dans sa législation certains droits et certaines libertés à l'ensemble des citoyens, qu'elle ne leur aurait d'elle-même jamais accordés volontairement. Nous savons que ses représentants ont toujours cherché et cherchent encore aujourd'hui à limiter ces droits ou à les rendre temporairement tout à fait illusoire par une interprétation subtile et, au besoin, la violation directe des lois. On sait également quelles dures luttes les travailleurs de tous les pays ont dû et doivent encore mener pour obtenir les droits de coalition, de grève, de réunion et de liberté d'opinion et d'expression. Tous ces droits, qui sont actuellement nôtres dans les États capitalistes, ne sont pas dus à la bonne volonté de la bourgeoisie, mais, bien au contraire, lui ont été arrachés dans une lutte sans trêve. Ils sont le résultat de grands combats révolutionnaires où les masses ont laissé plus d'une fois beaucoup de sang et de vies. Vouloir s'en débarrasser maintenant en les qualifiant de traditionnels « préjugés bourgeois » n'est autre chose que parler en faveur du despotisme des temps passés.

Nous ne nous faisons pas la moindre illusion sur la vraie signification de ces droits : nous savons fort bien que, fût-ce dans les pays prétendument « les plus libres », ils sont extrêmement limités et n'ont qu'une valeur très relative, dès qu'il s'agit des travailleurs, LÉNINE ne nous apprend rien de neuf à ce sujet. Cela ne change cependant rien au fait que les travailleurs des pays capitalistes peuvent en bénéficier, ne serait-ce que jusqu'à un certain point, alors qu'ils n'existent absolument pas pour la classe ouvrière russe, sous la dictature bolchevique.

Les aspirations profondes des masses

Au cours de chaque grand bouleversement social, on peut observer très nettement deux tendances au sein des masses qui, pour s'exprimer souvent sans précision et confusément, n'en sont pas moins toujours clairement reconnaissables : le désir d'égalité sociale, et surtout, celui d'une plus grande liberté personnelle. On peut même soutenir que ce dernier a toujours été la force motrice de chaque révolution. Ce ne sont pas toujours les questions du pain et du beurre qui ont mis en branle les masses ; plus le sentiment de la dignité humaine est développé en elles, et plus clairement se sont exprimées dans leurs luttes les exigences dites « idéelles ». Il en a toujours été ainsi et un simple coup d'œil sur les petits combats quotidiens de notre époque nous montre que d'innombrables grèves se déclenchent jour après jour, non pas pour l'obtention d'avantages matériels, mais, par exemple, pour répondre à la mise au pas d'un camarade ou pour obtenir l'éloignement d'un contremaître qui n'a pas suffisamment respecté la dignité des ouvriers, etc. De plus, ce sont généralement ces luttes qui sont menées de la manière la plus opiniâtre. Celui qui ignore ce profond désir de liberté personnelle chez l'homme prouve seulement par là qu'il n'a pas saisi l'influence d'une des forces les plus élémentaires de l'histoire de l'évolution humaine, ce qui est précisément le cas des bolcheviks. Par toute sa nature, le bolchevisme est hostile à la liberté, d'où sa haine fanatique de toutes les autres tendances socialistes favorables aux libres manifestations des masses. Ses représentants les plus éminents ne peuvent se représenter le socialisme que dans le cadre de la caserne ou du pénitencier.

Citons seulement, à titre d'illustration de cette affirmation — et pour ne donner qu'un exemple entre mille autres — les mots suivants de BOUKHARINE : « La contrainte prolétarienne, qui va des exécutions sommaires au travail forcé, telle est la méthode, quelque paradoxale qu'elle puisse paraître, pour transformer le matériel humain de l'époque capitaliste en humanité communiste. »

On se prend la tête à deux mains et on se demande si l'homme qui a prononcé ces paroles a bien tout son bon sens. M. BOUKHARINE ne semble malheureusement pas comprendre que lui et ses amis appartiennent aussi au « matériel humain de l'époque capitaliste » et qu'il conviendrait tout particulièrement de les « transformer » aussi, lui et les siens ; et au plus vite, si l'on en juge d'après les paroles que nous venons de citer.

On pense involontairement au sinistre personnage de TORQUEMADA, qui accompagnait, l'œil humide, ses victimes au bûcher et estimait de même que le « matériel humain » de son temps ne pouvait être « transformé » en autant de vertueux serviteurs de la Sainte Église que par les flammes purificatrices. Le but de TORQUEMADA était le triomphe de la « Sainte Église », celui de BOUKHARINE « l'humanité communiste », mais leurs méthodes proviennent de la même attitude d'esprit.

Ces paroles ne peuvent, hélas, pas être prises comme l'expression d'un cerveau dégénéré, chez lequel le souhait engendre la pensée, elles sont bien plutôt celle d'une affligeante réalité. Sous la domination bolchevique, le travail a été en effet totalement militarisé en Russie, si bien qu'il s'y effectue dans les conditions d'une discipline de fer. C'est ainsi qu'un ouvrier communiste écrit par exemple dans le numéro 13 du *Métallurgiste* :

« Une soumission totale aux ordres du directeur a été inaugurée à l'usine P. de Kostama. Droit de regard et droit à la parole sont interdits aux ouvriers. Les

directives du comité ouvrier sont les mêmes que celles de la direction. Une absence sans autorisation du supérieur signifie privation sur le chantier des rations supplémentaires. Un refus de faire des heures supplémentaires, même chose. Pour un refus persistant, c'est l'arrestation ; pour les retards au travail, une amende égale au salaire de deux semaines. »

La discipline et les révoltes ouvrières

Par un flot de décrets, le gouvernement soviétique a essayé de rendre plausible aux ouvriers qu'il était nécessaire, dans l'intérêt de la nation, d'introduire dans les usines la même discipline absolue qu'à l'armée, mais les travailleurs n'ont pas pu s'accommoder d'une telle vision des choses. C'est ainsi qu'à commencé en 1920 un énorme mouvement de grèves, qui s'est emparé de presque tous les centres industriels du pays, dirigé en premier lieu et pour ainsi dire presque exclusivement contre cette militarisation du travail. Les chiffres du comité central des statistiques du secrétariat au travail nous renseignent sur l'étendue du mouvement :

1. — Des grèves ont éclaté dans soixante-dix-sept pour cent des grandes et moyennes entreprises.

2. — Elles se poursuivent dans les entreprises nationalisées, quatre-vingt-dix pour cent des grèves touchant justement fabriques et entreprises de cette catégorie.

3. — Dans quelques usines n'ont éclaté, pour la période considérée, que 3 à 4 grèves.

4. — Petrograd est la ville la plus touchée par les grèves, la moins touchée étant Kazan.

Un manifeste des ouvriers pétersbourgeois de l'époque du grand mouvement de grèves, peu avant le soulèvement de Cronstadt, est significatif de la mentalité des grévistes — c'est ainsi que l'on peut y lire : « C'est comme si nous avons été condamnés aux travaux forcés, tout, excepté la nourriture, devant se faire selon des règles prescrites. Nous ne sommes plus des hommes libres, nous sommes des esclaves. »

Dans le rapport de l'inspection paysanne et ouvrière pour la réforme des prisons de Moscou de juillet 1920, il est dit qu'« à la prison Boutirki se trouvent 152 ouvriers des usines Brianski. Arrêtés pour avoir participé à une grève le 1er mars, ils n'ont pas encore été interrogés. »

Toutes ces grèves ont été réprimées avec la plus grande brutalité par le gouvernement soviétique, qui est allé jusqu'à faire exécuter des ouvriers par la loi militaire. Dans tous les ateliers et toutes les usines, il y a des espions du parti communiste, chargés de surveiller l'état d'esprit des travailleurs. Quiconque ose exprimer son mécontentement sur l'état des choses actuel risque la prison ; ainsi est terrorisée la classe ouvrière, opprimée toute velléité d'une libre expression de sa volonté, et cette honteuse tyrannie apparaît à BOUKHARINE et à ses camarades de parti comme la seule méthode pour « transformer le matériel humain de l'époque capitaliste en une humanité communiste » !

Nous devons avouer que pareille méthode ne nous en a jamais imposé, car elle n'a jamais obtenu, à notre avis, que le contraire de ce que ses partisans recherchaient en l'employant. L'expérience la plus amère nous a aussi donné raison. La méthode bolchevique ne nous a pas rapprochés de l'« humanité communiste », elle a tout au contraire irrémédiablement compromis le communisme et rendu sa réalisation plus

lointaine qu'elle ne le fut jamais. Au lieu d'aboutir à l'« humanité communiste », on est aujourd'hui alertement revenu au capitalisme et il y a, dans de telles conditions, bien peu d'espoir de pouvoir « transformer le matériel humain de l'époque capitaliste » dans le sens où le voudraient BOUKHARINE et ses amis.

Les bolcheviks contre l'initiative de la base

La « dictature du prolétariat » s'est sans contredit montrée capable de faire naître une nouvelle classe dominante et de faire de la Russie le pays le plus asservi du monde, mais elle a pitoyablement failli dans la réorganisation de la vie économique et sociale. Certes, d'énormes obstacles s'opposaient à celle-ci : les terribles suites d'une guerre longue de presque sept années, le manque de matières premières, d'outillage et de voies ferroviaires sont autant de facteurs d'une très grande importance, pour lesquels les bolcheviks ne sont évidemment pas responsables. Qu'une reconstruction de l'ensemble de la vie économique sur des bases nouvelles ait été, dans ces circonstances, une tâche immense, aucun homme sensé ne le contestera. Et cette tâche devait être résolue, à tout prix et dans n'importe quelles circonstances, car tout l'avenir de la révolution dépendait précisément de sa solution.

Ce que nous reprochons aux bolcheviks, c'est d'avoir systématiquement exclu, par leurs méthodes de violence, toute possibilité d'une solution de cette tâche la plus décisive et la plus importante, transformant ainsi la vie économique tout entière en un monceau de ruines. Hostiles à toute initiative venant du peuple lui-même, ils ont détruit les forces constructives de la révolution, qui surgissent des masses. Ainsi naquit inévitablement cette monstrueuse bureaucratie, dans les poussiéreuses officines de laquelle ont misérablement suffoqué les dernières étincelles de volonté révolutionnaire. Ne citons ici qu'un exemple entre mille : en fidèles disciples de MARX, les bolcheviks essayèrent d'abord d'organiser toute l'industrie sur les grandes entreprises et négligèrent presque totalement les moyennes, qui ne faisaient qu'entraver leurs efforts de centralisation. Or chacun sait que les grandes entreprises ne sont rentables que si elles sont remarquablement bien dirigées. Cela était particulièrement difficile à réaliser dans un pays comme la Russie, où les forces organisationnelles, capables de superviser de grands complexes industriels, n'existent pas en nombre suffisant. Les habitudes bureaucratiques des bolcheviks ne firent, de plus, que compliquer la tâche, en subordonnant des spécialistes à des commissaires ignorants, dont le seul mérite était la qualité de membres du parti communiste. Toute initiative personnelle sérieuse fut ainsi éliminée dès le début et tout le travail réglé sur un schéma mort ; le fiasco devait être évidemment d'autant plus grand qu'il s'agissait de grandes entreprises.

Le retour des propriétaires capitalistes

Le déclin rapide des petites et moyennes entreprises devenant toujours plus évident, les associations coopératives russes proposèrent au gouvernement qu'on leur laissât la direction des premières. On pourrait penser qu'un gouvernement qui, selon ses propres dires, voulait préparer la voie au communisme, aurait accepté avec joie une telle proposition. Premièrement, les coopératives étaient un remarquable élément

organisationnel, disposant de connaissances en matière d'administration, et elles auraient aussi pu devenir, grâce à leurs nombreux membres, dans les villages, un excellent organe médiateur entre la ville et la campagne. Mais c'est justement cela que le gouvernement ne voulait pas : une liaison directe entre paysans et ouvriers, sans l'intermédiaire des commissaires ne pouvait lui paraître qu'une monstruosité contraire à toutes les lois de la bureaucratie. Aussi la proposition des coopératives fut-elle refusée sans hésitation. *Mais, aujourd'hui, on rend aux propriétaires capitalistes, qui employaient avant la révolution moins de trois cents ouvriers, leurs anciennes entreprises et, à vrai dire, parce que l'on pense redonner ainsi vie aux activités productives des petites entreprises et amener leurs produits à la campagne. Ce que l'on a autrefois refusé aux coopératives, on en charge aujourd'hui les capitalistes, tout en les rétablissant dans leurs anciens droits.*

Cet exemple est typique. Il jette une lumière crue sur toute la monstruosité d'une méthode absurde qui, selon ses partisans non moins absurdes, est la seule qui puisse amener le communisme. Cette même méthode est également la cause du complet désintérêt des travailleurs pour leur travail. En les réduisant à l'état de galériens, privés de tout contrôle personnel sur leur travail et inconditionnellement soumis aux ordres de leurs supérieurs, on a tué en eux tout sentiment de responsabilité et toute conscience d'intérêts communs. Le travail forcé n'est, en effet, pas un moyen de susciter en l'homme le goût du travail et son amour, qui ne sont possibles que par le sentiment de la liberté et le développement de la responsabilité personnelle, qui relie chaque individu aux intérêts de tous. La merveilleuse théorie du « travail attractif » de Charles FOURRIER n'a laissé aucune trace dans les esprits des communistes jacobins de la République soviétique. Aussi KROPOTKINE n'avait-il pas tort de déclarer dans son « Message aux travailleurs occidentaux » :

« Dans l'expérience russe, nous voyons comment le communisme ne peut pas être introduit, bien que la population, écoeurée par l'Ancien Régime, n'ait pas opposé de résistance active à l'expérience du nouveau gouvernement. L'idée des conseils, contrôlant la vie politique et économique du pays, est en elle-même extraordinairement importante et significative... Mais, aussi longtemps que le pays est dominé par la dictature d'un parti, les conseils ouvriers et paysans perdent naturellement toute leur signification. Ils sont dégradés jusqu'à jouer le rôle passif que les représentations des États et les parlements jouaient autrefois, lorsqu'ils étaient convoqués par le roi et devaient combattre un tout-puissant conseil de la couronne. Un conseil ouvrier cesse d'être un conseiller libre et précieux, lorsqu'il n'existe plus de presse libre dans le pays, comme c'est le cas chez nous depuis plus de deux ans maintenant. On a excusé cet état de choses. Bien plus, les conseils ouvriers et paysans perdent toute signification, quand aucune agitation électorale ne précède leur élection, celle-ci se déroulant sous la pression de la dictature du parti. Il y a naturellement l'excuse habituelle, selon laquelle un gouvernement dictatorial est indispensable comme moyen de lutte contre l'Ancien Régime. Mais un gouvernement des conseils de cette sorte signifie un pas en arrière, dès que la révolution avance dans l'édification d'une nouvelle société sur une base économique nouvelle : il devient un principe mort sur une base nouvelle. »

Nous savons aujourd'hui que la « dictature du prolétariat » a été un échec dans tous les domaines où il s'agissait véritablement de l'exécution des exigences socialistes, mais qu'en revanche elle a étouffé la révolution et développé jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences la tyrannie de tous les systèmes despotiques antérieurs. C'est en cela que réside sa tragique signification pour l'histoire à venir.

CHAPITRE X

La IIe Internationale, organe de la politique d'État bolchevique

Il ne faut d'ailleurs pas croire que nous sommes les seuls à voir les choses en Russie comme nous les avons décrites : absolument pas. Les chefs des différents partis communistes européens, dans la mesure où ils ne sont pas des gramophones sans cervelle des dictateurs de Moscou et ont encore conservé quelque jugement personnel, savent très bien quelle est la situation en Russie soviétique. Malheureusement, la plupart d'entre eux n'ont pas le courage moral, pour des raisons partisans, de dire la vérité à l'opinion publique. C'est seulement à l'occasion d'une rupture que l'on apprend tel ou tel détail.

Il est généralement connu que le parti socialiste italien a été le premier à rendre des hommages inconditionnels au bolchevisme. *Avanti*, son organe central, a glorifié LÉNINE dans les termes les plus emphatiques et le parti s'est déclaré presque unanimement pour Moscou. Mais, après le retour de Russie de quelques délégations italiennes, certains bruits circulèrent sous le manteau, permettant de penser que maints partisans en avaient considérablement perdu de son enthousiasme, après avoir personnellement vu le paradis du « communisme ». On ne disait naturellement rien en public, au contraire, la presse socialiste continuait d'entonner sur tous les tons les louanges du bolchevisme. Cependant, certains détails de ce que quelques-uns avaient pu voir et apprendre en Russie transpirèrent peu à peu, jusqu'à ce que quelque chose en parvienne à la presse bourgeoise, qui fit des révélations. Ce furent surtout ces indiscretions qui déterminèrent les gens de Moscou à exiger des Italiens une profonde « épuration », de leur parti. C'est au cours de cette querelle entre frères que SERRATI,¹⁶ rédacteur en chef d'*Avanti* et jusqu'alors une des personnalités les plus célèbres à Moscou et dans la IIIe Internationale, fit à LÉNINE, la réponse caractéristique suivante :

« Je ne veux pas engager la polémique sur votre proposition de remplacer les anciens dirigeants de toutes les organisations prolétariennes, non seulement politiques, mais aussi syndicales, coopératives, culturelles, etc., par de nouveaux, tous communistes. Ce que je sais, c'est qu'il y aurait de grandes difficultés à la réaliser en Italie, où nous manquons d'hommes convenables. Il se peut que bien des derniers venus se présentent comme les communistes les plus radicaux, uniquement pour arriver aux positions dirigeantes. C'est là un sérieux danger, que vous connaissez bien, car c'est un des plus douloureux parmi ceux qui accablent votre république. Depuis la révolution d'Octobre, le nombre des membres de votre parti a décuplé, sans que vous y ayez beaucoup gagné, malgré votre très stricte discipline et les épurations périodiques. Toute la valetaille est passée à vous, parce que vous êtes puissants. Le mérite de la révolution vous revient, mais ceux que l'on pourrait appeler les requins de la révolution sont coupables de ses fautes et de ses bassesses. Ce sont les mêmes qui ont fondé cette bureaucratie stupide et terrible, et qui veulent

16 Giacinto Menotti SERRATI (1874-1920). Militant du parti socialiste italien, il gagna l'aile gauche du parti (« maximalistes »). Rédacteur en chef de *Avanti*, organe officiel du parti socialiste. En 1917, il est arrêté pour activité pacifiste et antimilitariste. Il exprima des réserves sur la doctrine de LÉNINE et de l'IC. Son groupe ne rejoint le PCI qu'en 1924. (N.D.E.)

créer à leur profit de nouveaux privilèges dans la République soviétique, tandis que les masses ouvrières et paysannes, patientes et résignées, supportent tout le poids de la révolution et s'opposent à tous les privilèges. Ce sont les nouveaux venus, les révolutionnaires d'hier, qui ont, en exagérant tout, répandu la terreur, pour en faire un moyen d'arriver à leurs fins. Ce sont eux qui, par-dessus les souffrances des masses, ont fait de la révolution prolétarienne l'instrument de leur plaisir et de leur domination. Désormais, instruits par notre expérience et la vôtre, nous voulons y regarder à deux fois avant d'accepter comme la plus pure perle quiconque se présentera à nous comme un communiste frais émoulu, pour lui confier la direction de notre gouvernement et, à plus forte raison, s'il était hier encore partisan de la guerre, de l'Union sacrée et des membres du gouvernement. »

Quand s'ouvrent les yeux

Ces quelques lignes de SERRATI sont importantes à plus d'un point de vue. Elles nous montrent, en premier lieu, que même dans les milieux communistes — SERRATI était encore partisan convaincu de Moscou, lorsqu'il les écrivit — on ne se fait pas d'illusions sur le véritable état des choses en Russie. Que l'on taise de telles choses ou, pis encore, que l'on continue, en dépit de ce que l'on sait et de sa conscience, d'en rapporter d'autres dont on sait qu'elles contredisent totalement la vérité, c'est bien, à notre avis, le plus grand crime qui fut jamais perpétré contre la classe ouvrière. La plupart le commettent par lâcheté morale, tremblant à l'idée d'être soupçonnés du crime de « contre-révolution ». Ce qui n'empêchera pas, naturellement, que ce soit précisément de ce côté-là que seront lancés les plus gros pavés sur les bolcheviks, l'heure venue. Mais chez l'autre, ce n'est autre chose que froid calcul et diplomatie secrète dans l'intérêt de la « raison du Parti ».

Naturellement, SERRATI a été maudit et dûment traité de « contre-révolutionnaire ». Cependant, on s'habitue à de tels petits détails et on ne les prend plus au tragique, car on sait bien aujourd'hui que louanges et blâmes sont, comme tout le reste, soumis à Moscou à l'offre et à la demande. Il n'est que de rappeler le cas d'Ernst DAUMIG, en Allemagne : LÉNINE en personne le traita certes de « lâche petit-bourgeois » et de « réactionnaire », mais tout changea dès qu'il entra au parti communiste, où il fut aussitôt élu au comité central, malgré les belles qualités que lui avait attribuées LÉNINE.

Mais SERRATI a touché là un autre point de la plus haute importance, à savoir l'influence du bolchevisme sur le mouvement ouvrier international. En fondant la IIIe Internationale, le gouvernement soviétique s'est donné un organisme destiné à promouvoir les directives de sa politique dans la classe ouvrière des différents pays. Au début, on n'y voyait pas du tout clair dans les buts véritables et les activités de cette organisation. La banqueroute de la IIe Internationale, lorsqu'éclata la première guerre mondiale, et la forte influence de la Révolution russe sur les travailleurs du monde entier, réveillèrent partout dans le prolétariat le désir d'une nouvelle association internationale, désir d'autant plus fort que la situation générale créée par la guerre était très révolutionnaire. Ainsi la création de la IIIe Internationale rencontra-t-elle la sympathie générale. Et comme personne n'avait au début, comme nous l'avons dit, une idée claire des buts et des méthodes de cette nouvelle association, il n'y a rien d'étonnant à ce que toutes les tendances socialistes se soient déclarées prêtes à y entrer. Ainsi des tendances tout à fait modérées, comme le parti socialiste espagnol ou l'Independent Labour Party

anglais, prises par l'atmosphère générale, manifestèrent publiquement leur sympathie, et des organisations syndicalistes, voire anarchistes, se laissant aussi entraîner par le courant annoncèrent leur adhésion. On aurait pourtant été en droit d'attendre un peu plus de réserves de ces dernières.

Le rôle de la IIIe Internationale

Comme toujours, notre vieil ami et combattant Enrico MALATESTA avait aussitôt et justement saisi le fond de l'affaire, lorsqu'il écrivait dans l'*Umanita Nova* les lignes suivantes, qui méritent qu'on s'y arrête :

« Quelle sorte d'association est donc cette IIIe Internationale, dont l'existence nous paraît encore de nature très mystique et qui ne doit, jusqu'à nouvel ordre, tout son prestige qu'au fait qu'elle nous vient de Russie, pays qui, s'il se trouve certes en état de révolution, n'en reste pas moins entouré des nuées de la légende ? A-t-elle jusqu'ici un programme précis, qui puisse être accepté de toutes les tendances qui souhaitent s'associer à elle ? Ou bien son programme ne sera-t-il présenté, discuté et formulé qu'au cours du premier congrès ? Et si tel est le cas, quelle position le congrès prendra-t-il ? Sera-t-il prêt à recevoir les délégués de toutes les organisations et de tous les partis ouvriers et à garantir tous les mêmes droits ? Invitera-t-il, en particulier, les anarchistes et leur permettra-t-il de prendre part à ses travaux ? Si la IIIe Internationale ne veut être qu'une organisation sur le modèle des partis socialistes, dont le but est la conquête du pouvoir politique et l'établissement de la prétendue « dictature du prolétariat », destinée à créer un État communiste autoritaire, il est évident que nous n'avons rien à faire dans ses rangs. Une véritable Internationale du peuple travailleur devrait rassembler tous les travailleurs parvenus à la conscience de leurs intérêts de classe, tous les travailleurs courbés sous le joug de l'exploitation et désireux de s'en délivrer, tous les travailleurs décidés à combattre le capitalisme, chaque tendance utilisant dans cette lutte les moyens qui lui paraissent les plus appropriés. Tous, anarchistes, socialistes, syndicalistes, pourraient se rassembler dans une telle Internationale, sans qu'une tendance quelconque soit forcée de renoncer à ses buts et moyens propres. Chacun y trouverait un terrain pour sa propagande et, en même temps, un puissant levier pour pousser les masses au combat décisif. C'est cette heure que nous attendons avec espoir. »

Aujourd'hui nous sommes tout à fait éclairés sur les buts et les tendances de la IIIe Internationale et l'expérience nous a prouvé combien Malatesta avait raison de recommander à nos camarades un peu plus de réflexion avant leur décision.

Les fameux — et tristement célèbres — 21 points du IIe Congrès devraient avoir ouvert les yeux à quiconque n'a pas encore perdu l'habitude de penser. Ce centralisme poussé à l'extrême est la négation de toute liberté, la suppression de toute initiative personnelle, la dégradation du mouvement ouvrier en un troupeau de moutons, qui n'a qu'à se soumettre, les yeux fermés, aux instructions d'en haut. Exactement comme l'on a étouffé dans l'œuf tout mouvement indépendant en Russie et fait taire toute opposition au moyen des mitrailleuses et des bagnes, on essaie maintenant de faire passer l'ensemble du mouvement ouvrier international sous les fourches caudines. La réussite de cette tentative signifierait la fin de tout mouvement socialiste authentique, la pétrification sans

espoir des idées et la mort de tous les germes susceptibles de développement et de toutes les formes de vie sur la voie du socialisme. L'Église catholique romaine elle-même n'a jamais osé jusqu'ici « octroyer » à ses fidèles un code de l'absence de liberté et de la servitude spirituelle érigée en principe, tel qu'il s'incarne dans ces fameux 21 points. L'idée de subordonner un mouvement s'étendant à tous les pays et dépendant donc des circonstances particulières à chacun d'eux, au pouvoir et aux ordres rigides d'une centrale trônant à Moscou, est en soi si monstrueuse qu'elle n'a pu naître que dans un cerveau possédé par l'idée fixe de diriger les hommes à son gré, comme les personnages d'un théâtre de marionnettes. Une idée grandiose, en vérité, et qui ferait honneur à un LUDENDORFF.

Le plus fort est que l'on a effectivement essayé de faire passer ces principes insensés dans la réalité pratique. Ainsi, la tragédie sanglante, si désastreuse pour la classe ouvrière, du dernier « soulèvement de mars »¹⁷ en Allemagne est-elle le résultat direct de cette funeste politique. On a poussé les ouvriers d'Allemagne centrale à ce mouvement, dont tout être sensé ne pouvait ignorer à l'avance qu'il se terminerait inmanquablement par un terrible fiasco, la plus petite condition d'un soulèvement général des masses n'existant pas à l'époque. Ce fut une insurrection sur commande, le résultat d'un diktat. Le *pronunciamiento* du docteur Paul LEVI et les discussions qui s'ensuivirent au sein du parti communiste allemand ont permis de faire un peu de lumière sur cette sombre affaire. Quiconque n'est pas atteint d'une inguérissable cécité peut voir clairement que, comme l'a dit le docteur LEVI,¹⁸ « la première incitation à cette action, sous la forme où elle s'est déroulée, n'est pas venue du côté allemand ». Comme personne d'autre que Moscou ne pouvait y avoir intérêt, il est clair qu'elle provient donc de la centrale moscovite. Le gouvernement soviétique se trouvait à l'époque dans une situation difficile : les grèves à Petrograd, le soulèvement de Cronstadt, la misère générale avaient créé en Russie une atmosphère qui menaçait de devenir dangereuse pour lui. Une diversion était donc bienvenue et le malheureux soulèvement d'Allemagne centrale la lui apporta. La presse communiste gouvernementale russe publia les comptes rendus les plus délirants sur la « nouvelle révolution » en Allemagne et sur sa progression, traitant en même temps de contre-révolutionnaire quiconque attaquait, en ce moment décisif, le gouvernement soviétique dans le dos. Et, pendant que les tribunaux militaires liquidaient les matelots de Cronstadt et que la Tchéka organisait la chasse aux anarchistes et aux syndicalistes, les ouvriers allemands étaient menés à une catastrophe qui devait servir de paravent aux dirigeants soviétiques. On employa alors, qui plus est, les moyens les plus répréhensibles pour cacher sans aucun scrupule aux travailleurs communistes d'Allemagne centrale, engagés dans le combat, la situation exacte dans leur pays. On leur raconta, entre autres contes à dormir debout, que Berlin était en flammes et que la classe ouvrière s'était levée comme un seul homme dans la Ruhr, alors qu'en fait leur mouvement n'avait rencontré pour ainsi dire aucun écho dans le pays. Ainsi, des centaines de courageux ouvriers furent-ils condamnés à la mort ou aux travaux forcés, victimes de la diplomatie secrète

17 Action putschiste déclenchée en mars 1921 par le KPD, alors sous l'influence de Bela Kun, envoyé de l'I.C., qui tourna au désastre. (N.D.E.)

18 Paul Levi (1883-1930). Membre du SPD. Avocat de Rosa Luxemburg en 1914. Il prend la direction du groupe Spartakus en 1918. Dirigeant du KPD, il s'opposa à la majorité « putschiste » qu'il expulsa au IIe congrès à Heidelberg, en octobre 1919. En désaccord avec la politique de l'IC, désapprouvant l'« action de Mars », Levi fonda la *Kommunistische Arbeitsgemeinschaft* (KAG) qui réintégra le SPD au sein duquel il poursuivi une activité oppositionnelle. (N.D.E.)

propre au parti communiste. Les stupides pauvres diables à la tête de la centrale communiste de Berlin, incapables d'autre chose, étouffés qu'ils sont par le respect, que de ramper devant les dictateurs moscovites, doivent encore maintenant supporter d'être publiquement tancés par LÉNINE et TROTSKI, en remerciement de leur servile obéissance aux instructions de Moscou. En fait, cela n'a d'autre but que d'effacer les traces qui conduisent d'Allemagne centrale à Moscou et n'est rien d'autre qu'un nouvel intermède de la tactique machiavélique que l'on manie là-bas avec tant de maestria.

CHAPITRE XI

L'influence du bolchevisme sur le mouvement ouvrier international

Celui qui veut se faire une idée de l'influence funeste que le bolchevisme exerce dans les autres pays sur les partis apparentés à lui n'a qu'à lire la célèbre circulaire que la centrale du parti communiste unifié d'Allemagne a fait parvenir en mai 1921 à ses différentes sections locales. On y insiste tout particulièrement sur ce que l'on appelle l'« obtention des renseignements », et chaque membre s'engage à participer activement au système d'espionnage aux vastes ramifications organisé par le parti. On peut ainsi y lire, entre autres belles déclarations :

« On recueillera des renseignements en examinant soigneusement tous les événements politiques et militaires importants qui surviennent dans les maisons. Le camarade doit connaître l'importance des forces révolutionnaires existant dans le domaine de ses activités — combien de membres du KPD, de l'USPD, de la SPD, etc., et combien de sans-parti —, il doit connaître aussi l'importance des forces contre-révolutionnaires et savoir combien d'entre elles ne prendront pas part aux combats sérieux, combien au contraire sont d'actifs contre-révolutionnaires que nous trouverons en face de nous dans la lutte. Il doit se renseigner pour apprendre si les habitants de ces maisons disposent d'armes, s'il en existe des dépôts, s'il y a des membres de l'« Orgesch », des organisations d'autoprotection, si des réunions secrètes des organisations contre-révolutionnaires s'y tiennent. Il doit mener un travail de propagande régulier auprès de tous ces habitants, et tout particulièrement des soldats, des troupes de sécurité, des ouvriers non politisés, etc. Il doit connaître dans son champ d'activités chacun en particulier et savoir quelle position envers le prolétariat révolutionnaire chacun a maintenant et aura lors des prochaines luttes. »

C'est de cette manière que les travailleurs sont directement entraînés à l'espionnage et leur mentalité corrompt. La tristement célèbre institution de la Russie bolchevique, la Tchéka, projette donc son ombre en Allemagne et il est, hélas, fort probable que l'on suivra cet exemple dans d'autres pays aussi, dans la mesure où s'y trouvent des partis communistes. On a peine à imaginer quels abîmes de méfiance et de haine réciproques sont ainsi créés dans les milieux prolétariens. Les fruits de cette tactique sont d'ailleurs partout clairement visibles, aujourd'hui déjà : jamais la classe ouvrière n'avait été aussi divisée intérieurement, jamais non plus une organisation n'avait suscité autant d'obstacles à l'unification des forces révolutionnaires que les bolcheviks et leur organe, la IIIe Internationale.

Cela ne doit pas faire méconnaître le fait que la majorité des travailleurs communistes nourrissent les meilleures intentions et qu'ils sont sincèrement convaincus de l'excellence et de l'opportunité des méthodes qu'on leur a vantées jour après jour comme la pierre philosophale. C'est aussi la raison pour laquelle l'exigence d'un « front unique du prolétariat » est si souvent et continuellement avancée, précisément dans les milieux communistes. On ressent la nécessité d'une unification et l'on pense pouvoir l'obtenir par une forme d'organisation centralisée extrêmement stricte ; d'où la croyance que la IIIe Internationale a justement vocation de créer ce front unique dont on rêve. Si l'unité d'un

mouvement n'était autre chose que le rassemblement purement mécanique des forces, sur un modèle militaire, les fameux 21 points du IIe congrès de Moscou seraient peut-être le moyen de réaliser ce rêve, ne serait-ce que parce qu'ils vont, dans leur forme centralisée poussée à l'extrême, au-delà de tout ce qui avait été fait jusqu'ici dans ce domaine. Mais cette conception mécaniste des choses, qui est un signe caractéristique de toute manière de penser militaire, prouve une énorme méconnaissance des faits, qui furent en fin de compte fatals à tous les Napoléon. Appliquée au mouvement socialiste, elle ne peut qu'entraîner l'élimination par la violence de tous les efforts et de tous les principes libertaires et authentiquement socialistes.

On parle de l'unité du mouvement ouvrier, mais on ne peut se la représenter que dans les limites étroites d'un parti et d'un programme fixe et clos. Or le socialisme, qui doit être l'âme de ce mouvement et peut seul lui insuffler la force vivifiante d'un nouveau devenir social, n'est pas une somme fermée sur elle-même, aux limites fixes et immuables, mais une connaissance et une compréhension en permanente évolution des phénomènes variés de la vie sociale. Il devient obligatoirement un dogme mort quand il oublie cela, qui est son essence même, renonçant ainsi à lui-même. C'est précisément pourquoi chacune de ses différentes tendances à un droit particulier à l'existence, car elle apporte à l'ensemble de nouveaux aspects et de nouvelles perspectives. Quiconque n'est pas capable de reconnaître cette profonde et fondamentale vérité concevra toujours l'unité souhaitée de manière purement mécanique, mais jamais organique.

Les conditions de l'unité du mouvement ouvrier

L'ancienne Internationale n'a pu avoir une aussi forte influence sur le développement du mouvement ouvrier européen que parce que ses fondateurs avaient compris la signification profonde de ce principe élémentaire et en avaient fait la condition essentielle de l'organisation interne de la grande association ouvrière. Tant qu'elle lui resta fidèle, l'Internationale se développa avec une vigueur insoupçonnée et féconda le mouvement ouvrier de ses idées créatrices. Elle avait un principe de base commun, lien formel pour chaque tendance dans ses rangs : l'abolition de l'esclavage salarié et la réorganisation sociale sur la base du travail communautaire, libéré de toute exploitation, sous quelque forme que ce soit. Elle disait aux travailleurs que ce grand but de libération sociale devait être leur œuvre propre, mais reconnaissait en même temps à chaque tendance membre le droit inaliénable de lutter pour ce but commun avec les moyens qui lui paraissent les meilleurs et les mieux adaptés, ainsi que de déterminer selon sa propre appréciation les formes de sa propagande.

Dès l'instant où le Conseil général londonien, qui était entièrement sous l'influence de MARX et de ses amis, mais ne représentait plus du tout ni l'esprit initial de l'Internationale ni les activités de ses fédérations, entreprit la funeste tentative de détruire ces droits fondamentaux et de mettre un terme à l'autonomie des sections et fédérations, en les obligeant à une activité parlementaire, dès cet instant fut brisé le front unitaire de la grande association des travailleurs et l'on en vint à cette fatale scission, qui ruina l'ensemble du mouvement ouvrier et dont les suites affligeantes se font sentir aujourd'hui plus que jamais. La vieille Internationale était une grande réunion d'organisations syndicales et de groupes de propagande. Elle ne considérait pas l'appartenance de ses membres à un parti précis comme sa meilleure chance d'efficacité,

mais leur qualité de producteurs, mineurs, marins, travailleurs des champs, techniciens, etc., et c'est pour cette raison qu'elle était vraiment une Internationale des travailleurs — la seule qui ait, jusqu'ici, véritablement mérité ce nom. Son aile radicale, dont le représentant le plus connu et le plus influent était BAKOUNINE, ne déniait absolument pas aux travailleurs allemands le droit au parlementarisme, bien qu'elle refusât catégoriquement pour sa part toute activité de cette sorte. Bakounine réclamait en revanche le même droit pour ses convictions et ses activités et la tristement célèbre Conférence de Londres (1871) porta en terre, en foulant ce droit aux pieds, l'unité organique de la classe ouvrière, qui avait trouvé sa puissante expression dans la grande Association.

La prétendue IIe Internationale n'était, à son début même, pas une Internationale des travailleurs, mais des partis socialistes ouvriers qui s'étaient rassemblés sur la plate-forme du parlementarisme. En excluant de ses congrès les anarchistes et les autres tendances, qui refusaient par principe la conquête du pouvoir politique comme prétendue condition préalable à la réalisation du socialisme, elle pouvait aussi peu prétendre au titre d'Internationale des travailleurs qu'à celui d'Internationale des socialistes, ne représentant qu'une tendance tout à fait particulière du mouvement ouvrier et des idées socialistes.

Tout à fait semblable est la position de la IIIe Internationale, de l'activité pratique de laquelle nous n'avons jusqu'à présent pas vu grand-chose, à moins que l'on veuille considérer comme telle ses proclamations aussi nombreuses que bruyantes. Le plan initial de ses fondateurs — mis à part les intérêts particuliers de la politique d'État bolchevique, qui y ont joué un rôle qu'on ne saurait sous-estimer — était apparemment de créer un rassemblement des éléments de gauche du mouvement politique ouvrier, dont on espérait qu'ils seraient le levain de la révolution mondiale désirée. Il ne s'agissait donc pas, là non plus, d'une véritable Internationale des travailleurs, pas même d'un nouveau rassemblement des partis ouvriers socialistes, mais seulement d'une infime fraction de ces partis. LÉNINE lui-même semble avoir rapidement reconnu le caractère insuffisant d'une telle association et proposa en conséquence d'y laisser une place aux syndicalistes, ces mêmes syndicalistes qu'il avait auparavant si violemment combattus et auxquels il a maintenant déclaré une guerre sanglante en Russie. Le succès fut très réduit, et il est difficile de croire que l'on puisse en être très édifié à Moscou.

Noyautage ou compétition loyale

Naturellement, des fractions d'un mouvement global ont elles aussi le droit de se lier internationalement et aucune personne sensée ne le niera. Mais ce que nous devons exiger d'elles, c'est de combattre à visage découvert et de ne pas s'introduire comme des voleurs dans les autres mouvements pour les détruire de l'intérieur ou les faire servir à la politique d'une certaine tendance. Ce nouveau jésuitisme en costume communiste est tout aussi condamnable que les tortueuses méthodes de la Société de Jésus qui, dans l'intérêt de l'Église, sanctifie tous les moyens, dès qu'il s'agit d'atteindre un certain but. La formation des fameuses « cellules » à l'intérieur des organisations ouvrières non communistes, dont la IIIe Internationale fait à ses membres un devoir des plus pressants, est-elle autre chose qu'une réédition des principes jésuitiques dans le mouvement ouvrier ? Ou bien comment faut-il comprendre la leçon pleine de promesses que Lénine

donne à ses camarades de parti dans son œuvre bien connue *le Gauchisme, maladie infantile du communisme* :

« On doit savoir résister par tous les moyens, consentir à chaque sacrifice et être prêt à tout et — si besoin est — employer même la ruse, la feinte, les méthodes illégales, taire et dissimuler la vérité, pour seulement pouvoir entrer dans les syndicats, y demeurer et y accomplir un travail communiste. »

Quelle confiance peut-on accorder à des gens qui ont élevé de telles méthodes à la hauteur de principes et tiennent leur mise en pratique dans l'intérêt de la raison du parti pour un précepte ? N'est-ce pas éduquer artificiellement et de la pire manière une troupe de menteurs et d'intrigants et corrompre systématiquement le mouvement ouvrier ? N'est-ce pas instiller un venin, une action dont les terribles conséquences morales ne peuvent échapper à personne ? Et une coopération quelconque avec les organisations professant et pratiquant de tels principes est-elle possible ?

On comprend, en lisant ces lignes, le secret de l'art d'un gouvernement qui a pu rompre de manière aussi honteuse un traité signé par lui, comme il l'a fait par exemple avec MAKHNO. Mais on comprend aussi comment on doit apprécier les nouvelles provenant des sources soviétiques officielles !

Mais, quand on a commencé à user de telles méthodes à l'égard de ceux qui professent d'autres opinions, il n'y a plus de bornes et ce que l'on estime bon pour les autres ne peut qu'apparaître valable pour son propre usage. Ne nous étonnons donc pas de ce que le même système trouve emploi dans les partis communistes eux-mêmes, pour vérifier la solidité des convictions des militants. Des agents de la IIIe Internationale sont envoyés de Russie pour espionner les centrales nationales et faire leur rapport à Moscou. Dans sa brochure *Notre Chemin*, Paul Levi en rend compte comme suit :

« La déclaration officieuse du camarade Radek révèle encore un autre effet, bien plus nuisible, du système des délégués, à savoir leurs relations directes et secrètes avec la centrale de Moscou. Nous pensons que le mécontentement à ce sujet est le même à peu près dans tous les pays, où de tels émissaires sont à l'œuvre. C'est un système semblable à celui de la Sainte-Vhème : les délégués ne travaillent jamais avec, mais toujours par derrière et souvent contre la centrale nationale ; ils trouvent créance à Moscou, les autres non. Ce système ne peut que tuer toute confiance pour un travail mutuel et ce, des deux côtés, auprès de l'exécutif aussi bien que des partis membres. Ces camarades ne peuvent pas, la plupart du temps, être employés à la direction politique, avec laquelle ils sont trop peu familiarisés ; ainsi en arrive-t-on au désolant état de choses suivant : une direction politique à partir du centre n'existe pas. La seule chose que fait l'exécutif en ce sens, ce sont des appels, qui arrivent trop tard, et des excommunications qui arrivent trop tôt. Une telle direction politique de l'Internationale communiste ne conduit à rien, ou bien à la catastrophe. L'exécutif ne se comporte pas autrement qu'une Tchéka agissant au-delà des frontières russes, ce qui est une situation impossible. L'exigence précise d'un changement, que les délégués intrus et sans qualification cessent de s'emparer dans chaque pays de la direction, n'est pas une exigence d'autonomie. »

Il est clair que l'homme qui a pu en arriver à élever une telle protestation après avoir défendu, un an auparavant, les 21 points de la manière la plus bruyante, ne pouvait qu'être excommunié. Si l'on considère, en outre, que la IIIe Internationale dispose pour alimenter ses agents, sa presse et ses propagandistes à l'étranger, grâce aux subventions

d'État russes, de puissants moyens financiers, qui ne peuvent qu'attirer, comme le fumier les mouches, tous les aventuriers et charlatans politiques, on peut mesurer l'influence funeste des méthodes bolcheviques sur le mouvement ouvrier tout entier.

CHAPITRE XII

La malédiction du centralisme

Non seulement le centralisme, aujourd'hui devenu un dogme pour les partisans de la plupart des tendances socialistes, n'a pas été capable d'établir l'unité du mouvement ouvrier désirée par tous, mais il n'a pas su non plus maintenir l'unité dans son propre parti. Plus une tendance déterminée a mis les positions centralistes au premier plan et plus grand a été son échec, précisément en ce domaine. On trouve une remarquable illustration de cette règle dans l'état des différents partis communistes nationaux. Presque partout ont eu lieu des scissions et, là même où l'unité du parti est péniblement sauvegardée, on en aperçoit la fragilité interne, ce qui est particulièrement visible en Allemagne, où les scissions sont phénomènes intégrants du répertoire des partis communistes. Que l'on n'aille pourtant pas s'imaginer que cette pitoyable situation pousse ces braves gens à la réflexion ! Au contraire, après chaque fiasco, on s'efforce de renforcer encore le centralisme et de durcir la discipline jusqu'à pouvoir enfin annoncer à ses lecteurs, comme le *Kommunist* de Stuttgart :

« Un membre du parti doit être prêt à se tuer sur ordre du parti. Bref, toute volonté personnelle doit disparaître. »

Une déclaration où la folie atteint un niveau qui fait craindre pire qu'un ramollissement du cerveau !

On s'est autrefois battu pour la meilleure forme d'Église, théologiens protestants et catholiques cherchaient à se surpasser mutuellement en subtilités métaphysiques et les peuples épiaient leurs paroles avec une crainte respectueuse. Les quelques rares esprits audacieux qui, au cours des siècles, virent clairement que la cause du mal ne résidait pas dans la forme de l'Église, mais dans son existence, furent en butte à l'hostilité générale, méconnus et diffamés de leurs contemporains. Plus tard, naquit la dispute au sujet de la meilleure forme d'État. Les différents partis politiques, qui jouent dans la sphère du pouvoir d'État le même rôle que les différentes écoles théologiques dans celle de l'Église, et ne sont au fond pas autre chose que des théologiens d'État, rivalisent entre eux dans la découverte de la meilleure forme d'État. Mais combien peu, encore une fois, virent clairement que disputer sur la forme signifiait méconnaître le vrai problème, que la racine profonde du mal n'était pas dans la forme, mais dans l'existence de l'État, qu'il ne s'agit enfin pas tellement de savoir comment nous sommes gouvernés, mais du simple FAIT QUE NOUS SOMMES GOUVERNÉS.

Aujourd'hui, c'est l'idée du centralisme, cette invention originale de l'État, qui obsède les esprits. Le centralisme est devenu la panacée de notre temps et, tout comme on se querellait jadis pour la meilleure forme d'Église et aujourd'hui encore pour la meilleure forme d'État, on recherche maintenant tous les manques et les torts du système centraliste dans ses représentants fortuits, et non pas dans le système lui-même. On nous dit que le centralisme, c'est le rassemblement des forces, la concentration de la manifestation de la volonté prolétarienne sur un but déterminé, en un mot l'unité de l'action. Cette affirmation n'est cependant qu'une honteuse méconnaissance des faits et, dans de nombreux cas, qu'un mensonge conscient, dont on tient l'emploi pour justifié et sensé dans l'intérêt du parti. Le centralisme n'a jamais été une unification des forces, mais

bien la paralysie de la force ; c'est l'unité artificielle de haut en bas, qui cherche à atteindre son but par l'uniformisation de la volonté et l'élimination de toute initiative indépendante — l'unité d'action d'un théâtre de marionnettes, dont chaque personnage saute et danse au gré de celui qui tire les ficelles dans les coulisses. Mais que les fils viennent à casser, et la marionnette s'écroule. Que l'État voie dans la centralisation la forme d'organisation la plus parfaite est tout à fait naturel et l'on comprend qu'elle soit le but des efforts de ses soutiens. En effet, pour l'État, l'uniformisation de la pensée et de l'action est une condition préalable essentielle de sa propre existence. Il hait et combat l'initiative personnelle, le rassemblement volontaire des forces né de la solidarité interne. Pour lui, chaque citoyen n'est qu'une roue sans vie dans un grand mécanisme, dont la place dans la machine est exactement fixée : en un mot, la suppression de l'indépendance personnelle, qu'il cherche à obtenir par la centralisation des forces est une question vitale. Sa tâche principale est de former des sujets loyaux et d'élever la médiocrité intellectuelle à la hauteur d'un principe. Pas une action sans ordre, pas une décision sans inspiration d'en haut. Une bureaucratie desséchée et une imitation sans esprit de formes prescrites, telles sont les inévitables conséquences de toute centralisation.

Unité des forces, indépendance de la pensée et de l'action

Pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, ce sont des conditions entièrement différentes qui sont nécessaires, s'il veut atteindre ses buts. Pensée indépendante, saisie critique des choses, besoin personnel de liberté et activité créatrice sont les conditions préalables les plus importantes de sa victoire finale. C'est pourquoi tout centralisme dans le mouvement ouvrier est un revers réactionnaire, qui menace son existence même et repousse ses buts propres dans des lointains nébuleux. Pour un mouvement vraiment libertaire, le fédéralisme est la seule forme d'organisation possible ; loin de signifier l'émiettement des forces et de s'opposer à une action unifiée, il est au contraire unité des forces, mais une unité née de la conviction de chaque membre, qui s'appuie sur l'action volontaire et libre de chaque groupe particulier, sur la solidarité vivante de leur communauté. Pour lui, l'indépendance de la pensée et de l'action est le fondement de toute acte unitaire. Il ne cherche pas à atteindre ses fins par l'uniformité de décrets pris au sommet, mais par la réunion planifiée et librement consentie de toutes les forces existantes poursuivant le même but.

En Russie, le centralisme, qui a trouvé son expression la plus parfaite dans la dictature, a étouffé la révolution avant d'en revenir, en fin de compte, au capitalisme. En Allemagne, où le pouvoir politique échut dans son entier, en novembre 1918, aux partis socialistes, aucune tentative sérieuse ne fut faite pour construire la vie économique sur des bases nouvelles et l'on ne dépassa pas les phrases banales sur la socialisation. En Russie, la révolution fut enterrée par la dictature, en Allemagne par la Constitution. Dans les deux cas, le socialisme échoua sur l'écueil de la politique du pouvoir des partis socialistes. En Allemagne, la politique du pouvoir de la social-démocratie « modérée » nous a conduit à la dictature de NOSKE ; en Russie, la politique du pouvoir de la social-démocratie « radicale » à la dictature de LÉNINE et de TROTSKI. Dans les deux cas, le résultat fut le même : l'asservissement sanglant des classes non possédantes et le triomphe de la réaction capitaliste.

L'ère NOSKE fut l'âge d'or de la prison préventive, de l'état de siège et des tribunaux

militaires d'exception. Aucun gouvernement bourgeois n'avait, dans ce pays, autant osé fouler au pied les droits des travailleurs que sous la domination des despotes socialistes ; même les sombres temps des « lois antisocialistes » de BISMARCK pâlisent en comparaison du régime de terreur de NOSKE.

L'ère LÉNINE-TROTSKI est l'âge d'or de la mise au ban de tous les vrais socialistes et révolutionnaires, l'époque du manque de droits total de la classe ouvrière, de la Tchéka et des exécutions en masse. Il devait lui être donné de pousser à l'extrême toutes les horreurs du système tsariste.

Ces deux ères ont fait tout ce qu'il est humainement possible de faire pour opprimer sans merci toute liberté et violer brutalement toute dignité humaine. Toutes deux ont pitoyablement échoué lorsqu'il s'est agi de faire passer dans la réalité les exigences véritablement socialistes.

Espérons que la classe ouvrière tirera la leçon de ces tristes résultats et qu'elle commencera enfin à comprendre que les partis politiques, pour radicaux qu'ils se donnent, sont absolument incapables de mener à bien la réorganisation de la société dans le sens socialiste, parce que toutes les conditions nécessaires à cette tâche leur font défaut. Toute organisation à forme de parti est axée sur la conquête du pouvoir et repose sur l'ordre imposé d'en haut. Aussi est-elle hostile à tout devenir organique se développant du sein du peuple, car elle ne peut tout simplement comprendre les énergies et capacités créatrices qui y sommeillent. Les réveiller et les porter à s'épanouir, telle est la tâche principale du socialisme, qui ne peut toutefois être réalisée qu'au sein des organisations économiques de la classe ouvrière, qui est seule appelée à initier et à mener à bien l'orientation socialiste de la société. C'est là que les travailleurs doivent être préparés à cette grande tâche. Il convient d'étudier les rapports internes de la production et de la distribution des produits créés par eux, d'acquérir et d'approfondir le sens de l'administration des entreprises ainsi que de saisir rapports naturels entre l'agriculture et l'industrie, pour pouvoir répondre aux exigences d'une situation révolutionnaire. Cette activité, appuyée par des expériences pratiques là où elles sont possibles, est la seule véritable éducation pour le socialisme. La grande association économique des travailleurs intellectuels et manuels, et non le parti, voilà le pont qui nous conduira à la société socialiste et ce pont doit être jeté par les masses elles-mêmes, aujourd'hui esclaves du salariat.

« Qui détient le pouvoir en abuse »

Certes, nous aussi nous savons que les révolutions ne sont pas faites avec de l'eau de rose et que les classes possédantes ne renonceront pas d'elles-mêmes à leurs privilèges. Au jour de la révolution victorieuse, le peuple travailleur devra imposer sa volonté aux actuels possesseurs du sol et des moyens de production. Mais cela ne peut être réalisé, à notre avis, que par la prise en main du capital social et la destruction de l'appareil de coercition politique, qui a été jusqu'ici le plus solide rempart de toute exploitation des masses, et le sera toujours. Cet acte est pour nous un acte de libération, une manifestation de justice sociale, c'est le point central et essentiel de la révolution sociale, qui n'a rien de commun avec l'idée purement bourgeoise d'une dictature.

Le prolétariat doit se débarrasser des idéologies bourgeoises des révolutions politiques,

qui trouvent toujours leur aboutissement dans une nouvelle occupation de l'appareil du pouvoir politique. Qui détient le pouvoir en abuse ; c'est pourquoi il faut empêcher toute prise du pouvoir, que ce soit par un parti ou par des individus, car elle mène toujours à un nouvel esclavage pour le peuple. Que cela se passe sous le signe du sceptre ou de la faucille et du marteau, aux accents du *Boché Zaria Njrani* ou de *l'Internationale*, il n'y a pas, au fond, grande différence. Une vraie libération n'est possible que lorsque l'appareil du pouvoir disparaît, car le monopole du pouvoir n'est pas moins dangereux que celui de la propriété. C'est seulement ainsi qu'il sera possible d'éveiller toutes les énergies qui sommeillent dans le peuple pour les faire servir la révolution. C'est ainsi, aussi, que disparaîtra la possibilité pour un parti — et pour la simple raison qu'il est parvenu à s'emparer du pouvoir — d'opprimer toutes les tendances véritablement révolutionnaires, parce qu'il le faut prétendument « dans l'intérêt de la révolution », bien que l'on sache que, dans ce cas, l'« intérêt de la révolution », ne signifie jamais que celui du parti ou d'une poignée de politiciens avides de pouvoir et sans scrupules.

LES SOVIETS, ET NON LES BOLCHEVIKS — LA LIBERTÉ, ET NON LA DICTATURE — LE SOCIALISME, ET NON LE CAPITALISME D'ÉTAT ! — TOUT PAR LES CONSEILS ET PAS DE POUVOIR AU-DESSUS DES CONSEILS ! TELLE EST NOTRE DEVISE, QUI SERA AUSSI CELLE DE LA RÉVOLUTION.

Publié par les éditions Spartacus en 1998

Scan et relecture par *L'Idée Noire* en 2007 / Mise en forme par *Le Symbiote* en 2020